

Le Baromètre des
Amériques de LAPOP
prend le

Pouls de la démocratie en Haïti

LES AUTEURS DU RAPPORT

Cristobal Dupouy

Mariana Rodríguez

Valerie Schweizer-Robinson

20
23



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



VANDERBILT
UNIVERSITY



AmericasBarometer
Barómetro de las Américas

Our mission

LAPOP Lab est un centre d'excellence en recherche sur les enquêtes internationales. Situé à l'Université Vanderbilt, notre mission est de:

- Produire des données de haute qualité sur l'opinion publique
- Développer et mettre en œuvre des méthodes de pointe
- Renforcer les capacités en recherche et analyse d'enquêtes d'opinion
- Générer et diffuser des recherches pertinentes pour les politiques

Le laboratoire est dirigé par des experts en méthodologie d'enquête qui innovent dans les approches de la recherche sur l'opinion publique. L'équipe est dédiée à la pédagogie et est ouverte à la collaboration. Le travail du laboratoire facilite un dialogue fondé sur des preuves et facilite des décisions politiques sur un large éventail de questions liées à la gouvernance démocratique.

Une lettre de l'USAID

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est fière de soutenir financièrement le Baromètre des Amériques, un projet primé qui capture la voix des peuples des Amériques. S'appuyant sur des données d'enquête provenant de plus de 34 nations d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes, le Baromètre des Amériques éclaire les discussions sur la qualité et la solidité de la démocratie dans la région. Depuis 2004, le Baromètre mesure les attitudes, expériences et comportements en Amérique en utilisant des échantillons probabilistes d'adultes en âge de voter. Les sujets des enquêtes incluent l'économie, l'état de droit, la capacité de l'État, la confiance dans les institutions, les valeurs individuelles, la corruption, la sécurité et bien d'autres.

L'USAID s'appuie sur le Baromètre des Amériques pour l'élaboration de stratégies, la conception de programmes et évaluer les contextes dans lesquels nous travaillons. Le Baromètre des Amériques alerte les décideurs politiques et les agences d'assistance internationale sur les défis majeurs que confrontent les sociétés. Le projet fournit aux citoyens des informations sur les valeurs démocratiques et les expériences dans leur pays, au fil du temps, et en comparaison avec d'autres pays.

Chantal Agarwal
Représentant de l'agent de l'entente
Équipe Démocratie, droits de l'homme et gouvernance
Bureau du développement durable régional
Bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Agence des États-Unis pour le développement international

Bien que le Baromètre des Amériques soit coordonné par le LAPOP Lab de l'Université Vanderbilt, il s'agit d'un projet international collaboratif. Le LAPOP consulte des chercheurs à travers les Amériques, des équipes d'enquête locales, l'USAID et d'autres soutiens du projet à chaque étape. Ces discussions enrichissantes augmentent la pertinence et la validité des questionnaires ; améliorent les conceptions d'échantillons ; construisent et maintiennent des protocoles de contrôle de qualité à la pointe de la technologie ; et soutiennent le développement et la diffusion de données et de rapports.

En tant que projet collaboratif, le Baromètre des Amériques développe également les capacités en recherche sur l'opinion publique grâce à des transferts de connaissances vers les équipes locales, la participation d'étudiants au projet, et des ateliers fréquents. L'USAID a été le plus grand soutien des enquêtes qui forment le noyau du Baromètre des Amériques. De plus, chaque cycle du projet bénéficie du soutien d'individus et d'institutions. L'USAID est reconnaissante envers ce réseau de soutiens, l'équipe du LAPOP, leurs anciens et actuels étudiants, les nombreux experts et institutions à travers la région qui contribuent au projet et s'y engagent, les équipes locales de terrain, et tous ceux qui ont pris le temps de répondre à l'enquête.



LAPOP

This report is made possible by the support of the American people through the United States Agency for International Development (USAID). The contents of this study are the sole responsibility of the authors and LAPOP, and do not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.

Veillez citer ce rapport comme suit:

Dupouy, Cristobal, Mariana Rodríguez, and Valerie Schweizer-Robinson (Eds). 2024. Le Baromètre des Amériques de LAPOP prend le Pouls de la démocratie en Haïti en 2023. Nashville, TN: LAPOP.

CHIFFRES DANS CE RAPPORT

Les données du Baromètre des Amériques sont basées sur des échantillons nationaux de répondants provenant de chaque pays ; Naturellement, tous les échantillons produisent des résultats qui contiennent une marge d'erreur. Il est important que le lecteur comprenne que chaque point de données (par exemple, la proportion de citoyens d'un pays qui soutiennent la démocratie) a un intervalle de confiance, exprimé en termes de fourchette autour de ce point. De nombreux graphiques de cette étude montrent un intervalle de confiance de 95 % qui tient compte de cette variabilité d'échantillonnage. Lorsque deux points estimés ont des intervalles de confiance qui se chevauchent dans une large mesure, la différence entre les deux valeurs n'est généralement pas statistiquement significative. À l'inverse, lorsque deux intervalles de confiance ne se chevauchent pas, le lecteur peut être sûr que ces différences sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 95 %.

Les estimations du Baromètre des Amériques 2023 sont fondées sur des données pondérées, le cas échéant. En raison des écarts d'échantillonnage, des poids de calage sont générés pour les enquêtes nationales en Équateur, à Trinité-et-Tobago, aux Bahamas et au Brésil par strate en fonction de la répartition de la population urbaine/rurale, du sexe et de l'âge. Les pondérations pour Haïti et le Nicaragua (enquêtes téléphoniques) sont calculées en estimant les probabilités de base ajustées en fonction de l'admissibilité et de la non-réponse, puis calibrées en fonction de la répartition du sexe, de l'éducation, de l'âge et de la région dans les enquêtes nationales précédentes, en face à face, les plus récentes du Baromètre des Amériques. Les poids entre les périodes et les pays sont normalisés de sorte que chaque pays/année a la même taille d'échantillon effectif. Les données du présent rapport sont fondées sur l'ensemble de données préalables à la diffusion ; Les analystes peuvent trouver de petites différences dans les estimations ponctuelles lorsqu'ils utilisent des ensembles de données publiés en raison du nettoyage continu des données et du contrôle de la qualité.



POCHETTE DE COUVERTURE
« Fléaux des jardins » [Garden plagues]
50 x 52 cm, huile sur papier, 2020, de Sylvia Fernández

Sylvia Fernández (Lima, 1978) a obtenu son diplôme d'or médaille aux Beaux-Arts de Corriente Alterna, à Lima, Pérou, en 2002. Sa peinture explore les frontières abstraites de la l'esprit et le corps et sa relation avec la nature, le temps et mémoire. <https://www.sylvia-fernandez.com>

Sylvia est représentée par Galería del Paseo
Fondée en 1998 à Montevideo, en Uruguay. Cette Gallerie est présente à Lima, au Pérou, depuis 2003—Galería del Paseo promeut des jeunes artistes latino-américains dans le domaine desArts. <https://www.galeriadelpaseo.com>

Contenu

- 002 INTRODUCTION
- 006 LES CHIFFRES
 - Chapitre 1
- 008 CRIMINALITÉ, INSÉCURITÉ, ET LA CORRUPTION
 - Chapitre 2
- 024 DÉMOCRATIE
 - Chapitre 3
- 042 FACTEURS INFLUENÇANT LA MIGRATION
- 058 Références
- 062 Informations techniques pour le Baromètre des Amériques 2023 en Haïti
- 064 Données du Baromètre des Amériques et rapports en un coup d'oeil
- 066 Méthodologie de l'enquête pour le Baromètre des Amériques 2023

Coup de projecteurs

- 020 Coopération avec coopération avec l'armée américaine pour améliorer la sécurité
- 038 Protection des droits fondamentaux
- 054 Insécurité alimentaire

Introduction

Mariana Rodríguez¹ et Valerie Schweizer-Robinson²

Ce rapport examine les problèmes urgents auxquels Haïti est confronté en s'appuyant sur les données recueillies dans le cadre de l'enquête Baromètre des Amériques 2023. Considérant les taux impressionnants de criminalité et d'insécurité, ainsi que les causes sous-jacentes de l'émigration, on peut dire que Haïti est aux prises avec de nombreux défis, notamment la violence, l'instabilité gouvernementale et l'effritement de la démocratie.

Le premier chapitre analyse les expériences directes et personnelles vécues par les Haïtiens en matière de criminalité, d'insécurité et de corruption. Les données révèlent une dure réalité : un Haïtien sur quatre a été victime d'un crime, ce qui représente le taux le plus élevé enregistré par la série des enquêtes du Baromètre des Amériques. Dans un contexte d'augmentation de la violence et du contrôle des gangs, Haïti a connu une augmentation des taux de criminalité au cours de la dernière décennie. Plus de la moitié des Haïtiens expriment à juste titre un sentiment d'insécurité dans leur quartier. La majorité d'entre eux classent l'insécurité comme étant le problème le plus urgent du pays. À noter que le taux d'insécurité en Haïti dépasse les niveaux observés dans tous les autres pays de la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC). Bien qu'un quart des répondants reconnaissent la présence de gangs dans leur collectivité, peu d'entre eux indiquent que ces groupes fournissent des services bénéfiques.

Malgré ces tendances inquiétantes, plus de la moitié des Haïtiens expriment leur confiance dans la police, ce qui représente une augmentation notable par rapport aux niveaux les plus bas observés en 2017. En fait, la plupart des Haïtiens pensent qu'il serait légitime que la police fasse un coup d'État afin

¹ Mariana Rodríguez est directrice de la recherche et de l'engagement au LAPOP Lab.

² Valerie Schweizer-Robinson est statisticienne au LAPOP Lab.

de résoudre le problème du niveau élevé de la criminalité. Cependant, il existe un scepticisme généralisé à l'égard de la corruption parmi les fonctionnaires, dû à un mécontentement généralisé à l'égard du Premier ministre Ariel Henry et d'autres personnes perçues comme permettant aux gangs d'exercer un contrôle sur le pays. Interrogés sur la possibilité de coopérer avec l'armée américaine pour améliorer la sécurité nationale, la plupart des Haïtiens expriment leur soutien à cette perspective de solution.

Le deuxième chapitre explore l'opinion publique quant à la démocratie et les processus électoraux. L'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021 a exacerbé les difficultés existantes auxquelles le gouvernement faisait et fait encore face actuellement, notamment la corruption et l'incapacité à répondre aux besoins fondamentaux des citoyens, ainsi qu'à leurs préoccupations en matière de sécurité. Peu d'entre la faible majorité d'haïtiens qui soutiennent la démocratie sont satisfaits de la façon dont elle fonctionne actuellement dans le pays. Seulement une personne sur quatre a confiance dans les élections, et peu d'entre eux pensent que leurs droits fondamentaux sont protégés, ce qui représente l'un des taux les plus bas de la région en 2023. Les retards

incessants dans l'organisation des élections et le dépassement de la durée du mandat des fonctionnaires pourraient contribuer à ce manque de confiance. Les réponses aux appels à une réforme constitutionnelle et à des élections présidentielles ont été retardés, laissant la population désabusée. De plus, une partie importante des Haïtiens expriment leur indifférence ou leur opposition pure et simple à la participation à un référendum constitutionnel, ce qui reflète le mécontentement généralisé à l'égard du système politique actuel.

Le dernier chapitre se penche sur les tendances à l'émigration et les facteurs sous-jacents. Compte tenu de la situation désastreuse qui sévit dans le pays, il n'est pas surprenant qu'une majorité substantielle, la plus importante de la région ALC, ait l'intention d'émigrer en 2023. Les Haïtiens citent l'insécurité et le manque d'opportunités économiques comme les principaux moteurs de leurs intentions d'émigrer. Cependant, malgré leur désir de partir, beaucoup considèrent l'émigration comme peu probable, et les restrictions légales les dissuadent encore plus. Les personnes les plus aisées et les bénéficiaires d'envois de fonds affichent des taux plus élevés d'intention d'émigrer, ce qui souligne l'influence des ressources financières sur les aspirations migratoires. Aujourd'hui encore, un lien historique avec la

migration vers les États-Unis persiste. La plupart des candidats à l'émigration expriment leur intention d'émigrer aux États-Unis.

Les conclusions de ce rapport mettent l'accent sur l'état de dégradation des conditions de vie en Haïti. L'escalade de l'insécurité, l'augmentation de la violence des gangs et la corruption observée ont conduit à une désillusion généralisée à l'égard de la démocratie. Les niveaux record d'intentions d'émigrer reflètent les difficultés profondes auxquelles le pays est confronté, ce qui se traduit par un degré d'optimisme très bas de la part de la population quant à un changement significatif.

Compte tenu des défis sécuritaires et politiques auxquels Haïti fait face actuellement, il est important de souligner que les données présentées dans ce rapport ont été recueillies entre le 4 mai et le 5 juin 2023. Le rapport a lui-même été finalisé à la fin de cette année. Des événements ultérieurs, tels qu'une évasion massive de prisonniers et la démission du Premier Ministre Ariel Henry, ont sûrement contribué à exacerber l'état problématique des choses dans le pays. Malgré les informations inestimables fournies par ce rapport, il est essentiel d'interpréter ces résultats dans le contexte évolutif de la situation en Haïti.

L'insécurité croissante, la corruption et la violence des gangs en Haïti ont atteint des niveaux alarmants, sapant la confiance dans la démocratie et alimentant des intentions record d'émigrer, avec 79% de la population envisageant de quitter le pays en quête de sécurité et de meilleures opportunités.

LES CHIFFRES

1,100

intervieweurs

2023

BAROMÈTRE
DES AMÉRIQUES

41,524

entretiens

180

questions courantes incluses
dans la plupart des pays

415

questions spécifiques à un pays

26

PAYS

Argentine

Bahamas

Belize

Bolivie

Brésil

Canada

Chili

Colombie

Costa Rica

El Salvador

Équateur

États-Unis

Grenade

Guatemala

Haïti

Honduras

Jamaïque

Mexique

Nicaragua

Panama

Paraguay

Pérou

République dominicaine

Suriname

Trinité-et-Tobago

Uruguay

FORMATION DES INTERVIEWEURS

24

formation des
équipes locales

420

heures
de formation

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN RECHERCHE PAR ENQUÊTE 2023

33 événements

600+ heures

1,390 attendues

LA SÉRIE BAROMÈTRE DES AMÉRIQUES

10 séries d'enquêtes
dans 34 pays sur
20 ans

34 participants

385,000+

entretiens

006

007

Criminalité, insécurité, et corruption

Gregory J. Love¹

Ces dernières années, Haïti a connu une crise de plus en plus grave, marquée par des manifestations de masse, de la corruption dans l'administration publique et par une flambée de violence. La situation s'est empirée avec l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021, créant un vide de pouvoir et ouvrant la voie à une augmentation des activités de gangs, à des pénuries de carburant et à l'inflation. La situation sécuritaire s'est encore détériorée en 2022, entraînant des centaines de morts et la résurgence du choléra. Le premier trimestre 2023 a été marqué par une augmentation de 28% des cas signalés de meurtres, de blessures et d'enlèvements, ainsi que par une augmentation des actions d'autodéfense. L'affaiblissement des institutions de l'État a laissé les citoyens aux prises avec de profonds défis liés à la criminalité, à la sécurité et à la corruption.

L'enquête du Baromètre des Amériques 2023 sur Haïti est la première depuis l'assassinat du Président Moïse et l'escalade de la crise sécuritaire dans le pays. Alors que l'État, dont la faiblesse est reconnue, continue d'échouer dans ses fonctions, on est en droit de se questionner sur l'impact de cet échec sur la façon dont les citoyens vivent et perçoivent la criminalité, la sécurité et la corruption?

PRINCIPAUX RÉSULTATS

- Un quart des Haïtiens déclare avoir été victimes d'actes criminels au cours des 12 derniers mois. Il s'agit d'une augmentation par rapport à 2021 (où il était de 22%) et d'un niveau proche de la moyenne des victimes de crimes pour l'ensemble de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC).
- La plupart des Haïtiens (70%) affirment que l'insécurité est le problème le plus important auquel le pays est confronté en 2023. Ce pourcentage est plus élevé que celui de n'importe quel autre pays pour l'année 2023.
- En 2023, un quart des Haïtiens déclare que des gangs sont actifs dans leur communauté. Ce chiffre est inchangé par rapport à 2021, et l'activité des gangs signalés est plus élevée à Port-au-Prince et dans les régions de l'ouest du pays.
- Plus de la moitié des Haïtiens (54 %) expriment leur confiance dans la police nationale, soit une augmentation de 12% par rapport à 2017.
- Les citoyens sont largement convaincus que la corruption parmi les agents de la fonction publique est courante ou est très courante (73%). Ce niveau élevé est demeuré stable depuis 2012, tandis que le nombre de cas de corruption signalés par la police a diminué depuis 2012 (2% en 2023 par rapport à 11% en 2012).

Les préoccupations concernant la sécurité personnelle et la corruption dans l'administration publique sont constantes en Haïti, mais la situation s'est considérablement aggravée au cours des dernières années. Au début de l'année 2021, Haïti a été constamment perturbée par des manifestations de masse déclenchées par les prix élevés du carburant. Assez rapidement, ces manifestations se sont également concentrées sur la corruption publique et l'insécurité croissante,² ce qui a provoqué une réponse violente de la police. Les troubles politiques dans le pays ont atteint un nouveau sommet avec l'assassinat du président Moïse le 7 juillet en sa résidence. L'ampleur et les motivations des organisateurs de l'assassinat restent inconnues du public, mais les récentes arrestations par les autorités américaines soulignent l'importance internationale du complot.³

À la suite de l'assassinat, Haïti, qui souffrait déjà d'une hausse des prix, d'une insécurité croissante et de manifestations de masse, a été confrontée à un grave vide de pouvoir politique. Juste avant sa mort, le président Moïse avait choisi un nouveau Premier ministre, Ariel Henry, mais ne l'avait pas officiellement installé à ce poste. L'absence d'installation officielle d'Henry laissa planer le doute sur l'identité de celui qui devait prendre les rênes du gouvernement intérimaire: Henry ou le premier ministre par intérim Claude Joseph. La faiblesse de l'État a permis une augmentation de la violence et du désordre, mise en évidence par

l'augmentation de l'activité des gangs organisés. En 2022, des affrontements entre gangs et policiers ont éclaté dans la capitale et dans les zones environnantes, faisant des centaines de morts.⁴ L'un des événements clés du conflit entre les bandes organisées et l'État a été le blocus du plus grand terminal pétrolier d'Haïti pour protester contre le coût élevé du carburant. Le blocage a entraîné la fermeture de la plupart des stations-service du pays, une pénurie généralisée de carburant et une aggravation de l'inflation.⁵ Même après la fin du blocage, la pénurie de carburant s'est poursuivie, ainsi que l'augmentation de l'activité des gangs, sans que le gouvernement central puisse réagir de manière efficace.

La situation sécuritaire s'est détériorée au cours du premier trimestre 2023. Selon la mission de l'ONU en Haïti, 1,634 cas de meurtres, de blessures et d'enlèvements ont été signalés, soit une augmentation de 28% par rapport au trimestre précédent. Ils notent également que les « brigades de vigilance » et les lynchages ont augmenté en réponse à l'augmentation de l'activité des gangs et à la défaillance de l'État.⁶

L'environnement instable créé par la situation sécuritaire a contribué à la propagation du choléra dans le pays. Une épidémie de Choléra s'est propagée rapidement dans le pays à la suite du tremblement de terre de 2010. Mais, en 2022, après trois ans d'absence de nouveaux cas et une déclaration de fin de la maladie dans le pays, celle-ci a été détectée à nouveau.⁷

LA VICTIMISATION CRIMINELLE EST UN PROBLEME IMPORTANT ET CROISSANT EN HAÏTI

Le taux de victimisations d'actes criminels autodéclarés en Haïti a augmenté depuis 2021. Dans le plus récent sondage du Baromètre des Amériques, la victimisation criminelle est mesurée à l'aide de la question suivante :

Maintenant, pour changer de sujet, avez-vous été victime d'un quelconque type de crime au cours des 12 derniers mois ? Autrement dit, avez-vous été victime d'un vol, d'un cambriolage, d'une agression, d'une fraude, d'un chantage, d'une extorsion, de menaces violentes ou de tout autre type de crime au cours des 12 derniers mois ?

En 2023, un Haïtien adulte sur quatre déclare avoir été victime d'un crime au

cours des 12 derniers mois. Comme le montre la **Figure 1.1**, il s'agit du niveau le plus élevé de victimisation d'actes criminels enregistré par le Baromètre des Amériques en Haïti et d'une augmentation de près de 10% par rapport aux neuf dernières années.

Dans l'ensemble, Haïti fait partie des pays ayant le taux de victimisation le plus élevé, mais lorsqu'on le compare à d'autres pays de la région ALC, le taux de victimisation criminelle d'Haïti (25%) est élevé, mais bien inférieur à celui de pays comme l'Équateur (36%) ou l'Argentine (33%) (**Figure 1.2**). Comparativement au niveau moyen régional de victimisation criminelle déclarée (22%), le taux d'Haïti est supérieur de 3%.

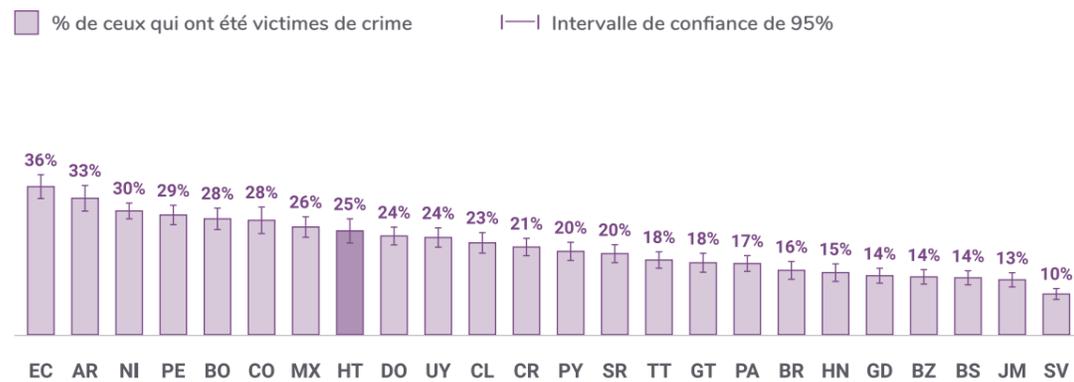
En outre, plus de la moitié des Haïtiens (56%) déclarent se sentir « Un peu en sécurité » ou « très peu en sécurité »

Figure 1.1 La victimisation criminelle en Haïti a augmenté en 2023, atteignant le niveau le plus élevé enregistré par le Baromètre des Amériques



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2010-2023

Figure 1.2 Les taux de victimisation criminelle en Haïti sont similaires à ceux des autres pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2023, soit environ un sur quatre



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

56%
des Haïtiens ne se sentent pas en sécurité dans leur quartier en 2023.

dans leur quartier en 2023 (Figure 1.3). Bien que ce niveau soit élevé, le niveau actuel d'insécurité dans les quartiers est une amélioration par rapport à 2021 (66%). Cependant, le sentiment d'insécurité demeure beaucoup plus élevé que son niveau le plus bas dans la série Baromètre des Amériques, soit 28% en 2010. Il est intéressant de noter que l'enquête de 2010 a été menée à la suite du puissant séisme qui a frappé le pays le 12 janvier de la même année. Malgré les destructions et les pertes, en 2010 les Haïtiens considéraient leurs quartiers comme plus sûrs que les années précédentes. Dans les années qui ont suivi la catastrophe, le sentiment d'insécurité n'a cessé d'augmenter, atteignant un point culminant en 2021.

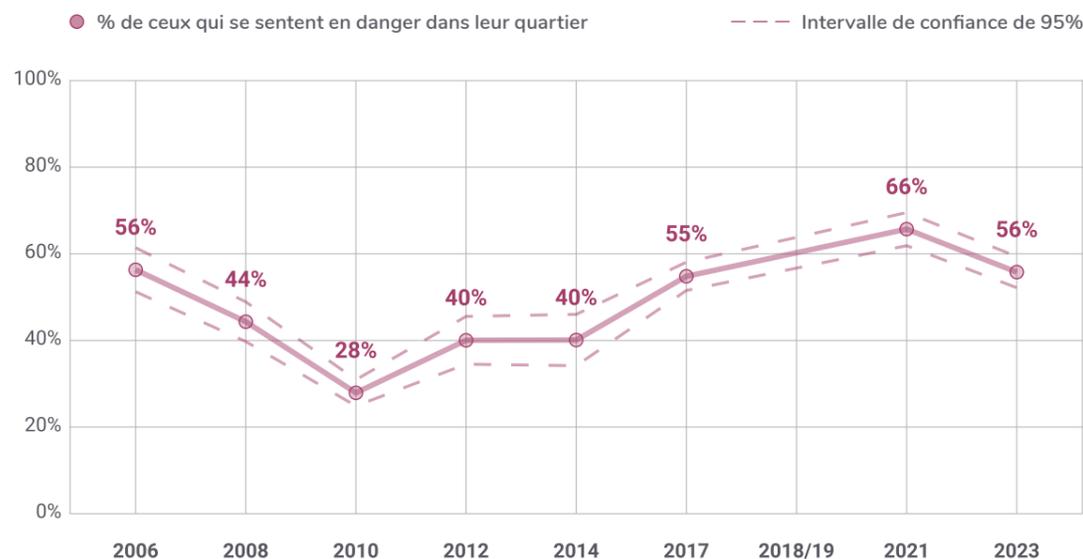
Comme pour la victimisation criminelle, en 2023 les Haïtiens expriment une plus

grande insécurité telle que perçue dans leur quartier que la moyenne régionale (56% contre 40%). Pourtant, Haïti n'a pas les niveaux les plus élevés d'insécurité de voisinage déclarée, les citoyens de quatre autres pays expriment une plus grande insécurité dans leurs quartiers (Figure 1.4).

En plus d'exprimer une préoccupation importante quant à l'insécurité dans les quartiers, en 2023 une grande majorité d'Haïtiens considère (70%) l'insécurité comme le problème le plus important du pays (Figure 1.5). Pour mettre cela en perspective, une préoccupation commune exprimée dans d'autres pays de la région – les défis économiques – a été citée comme le problème le plus important par seulement 13 % des Haïtiens.

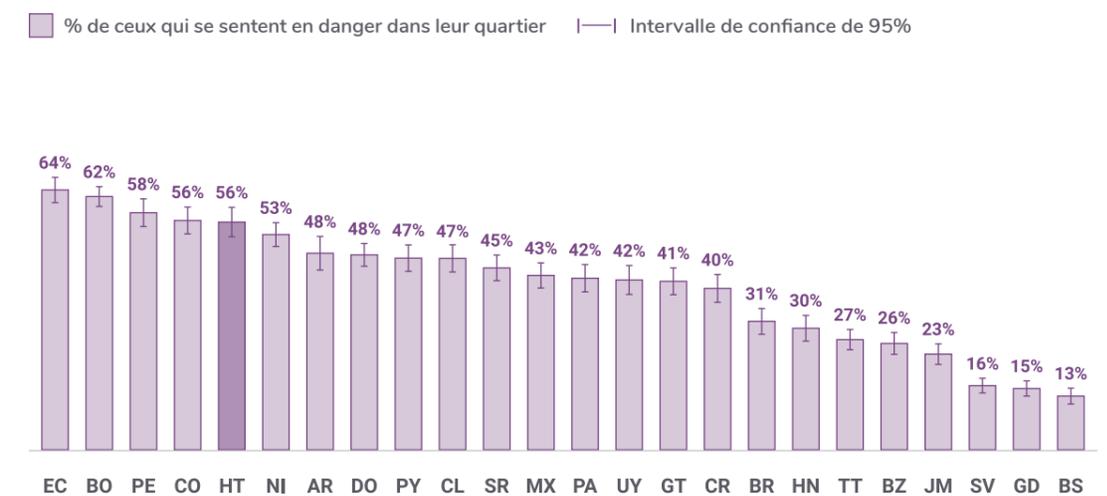
Bien que les Haïtiens ne signalent pas les niveaux les plus élevés de victimisation

Figure 1.3 Moins d'Haïtiens déclarent ne pas se sentir en sécurité dans leur quartier en 2023 qu'en 2021



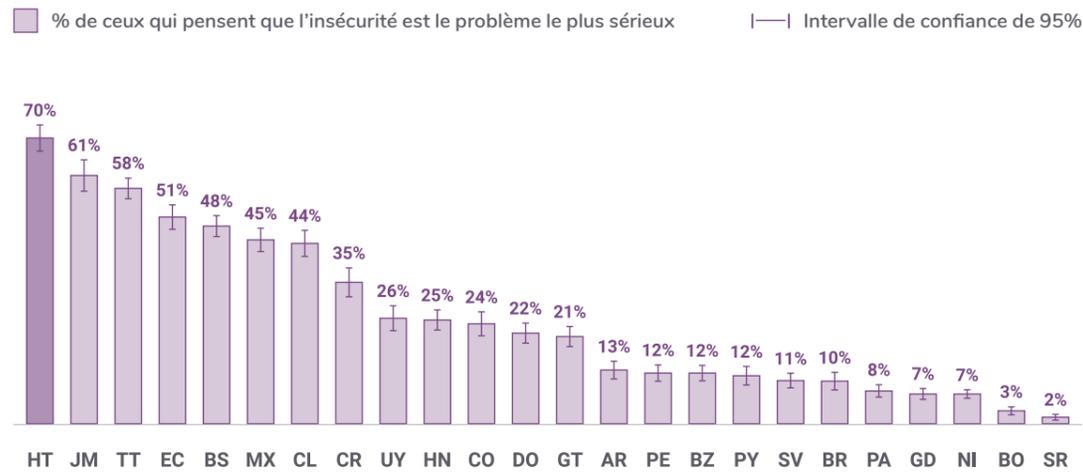
Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

Figure 1.4 Les Haïtiens expriment un plus haut taux d'insécurité dans leur quartier que les habitants de la plupart des autres pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2023



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

Figure 1.5 En 2023, le taux d'Haïtiens, déclarant que l'insécurité constitue le problème le plus important, est le plus élevé dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

70%
des Haïtiens pensent que l'insécurité est le problème le plus important.

criminelle ou d'insécurité dans les quartiers dans la région ALC, ils considèrent l'insécurité comme le problème le plus important à un taux plus élevé que dans tout autre pays en 2023. La **Figure 1.5** montre à quel point les Haïtiens sont excessivement préoccupés par l'insécurité, même en comparaison avec d'autres pays ayant des niveaux similaires de criminalité et d'insécurité déclarés ou perçus. Dans l'ensemble, les Haïtiens considèrent l'insécurité comme le problème le plus important, avec un taux supérieur de 32% à la moyenne régionale.

LES GANGS OPÈRENT DANS DE NOMBREUX QUARTIERS, EN PARTICULIER DANS LA CAPITALE

L'un des facteurs susceptibles d'être à l'origine de l'insécurité galopante en Haïti est l'omniprésence des gangs criminels. En 2023, 24% des Haïtiens déclarent que des gangs sont actifs dans leur quartier, un taux inchangé par

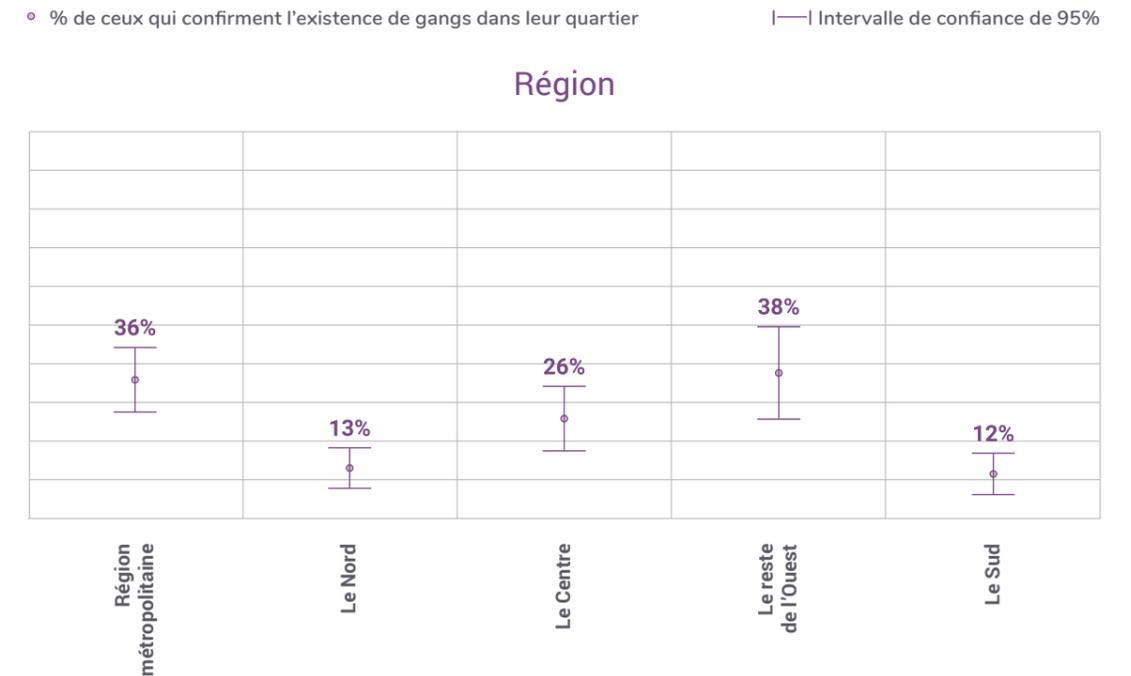
rapport à 2021. Cependant, comme le montre la **Figure 1.6**, si les gangs sont présents dans toutes les régions du pays, ils sont plus fréquents dans les régions métropolitaines de la capitale et de l'ouest d'Haïti. À Port-au-Prince, plus d'un Haïtien sur trois signale l'existence de gangs dans son quartier.

Malgré la présence des gangs dans les quartiers et l'absence de services publics, seulement 8% des Haïtiens qui déclarent avoir des gangs dans leur quartier disent que les gangs leur procure de la sécurité ou tout autre service. Dans l'ensemble, les gangs en Haïti n'assument aucun des rôles publics laissés vacants par l'État.

LES HAÏTIENS FONT CONFIANCE À LA POLICE NATIONALE, MAIS LA CORRUPTION RESTE UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE

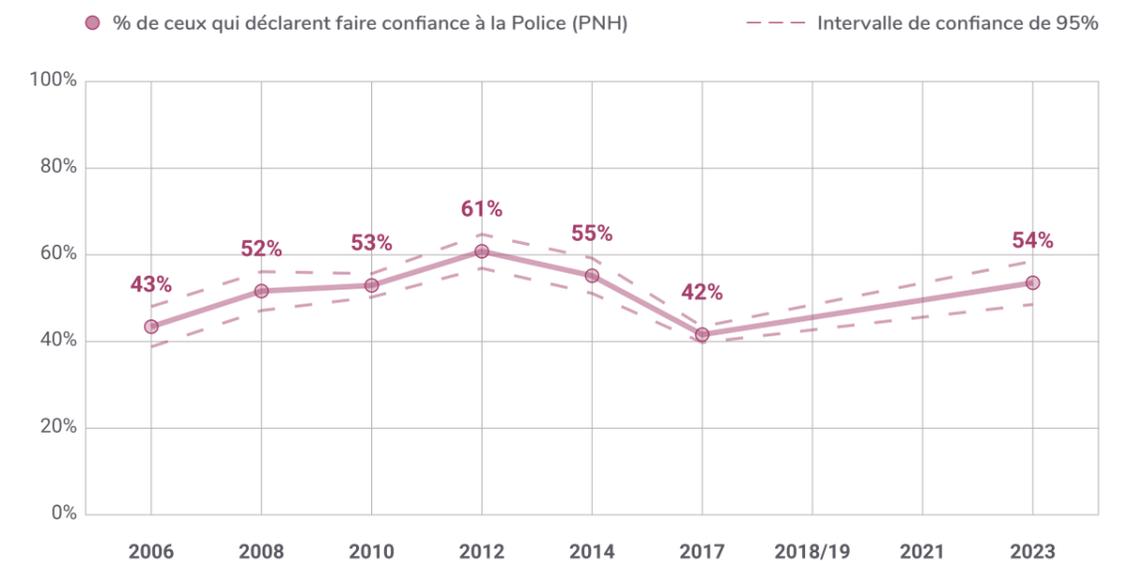
Comme le montre la **Figure 1.7**, la confiance dans la police nationale d'Haïti

Figure 1.6 Les gangs sont présents dans les quartiers haïtiens, en particulier dans les zones métropolitaines et l'ouest du pays



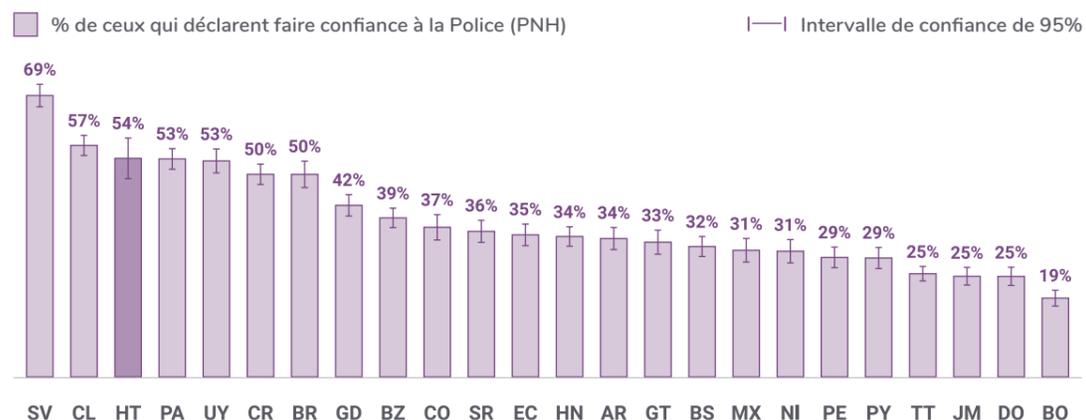
Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

Figure 1.7 Plus de la moitié des Haïtiens font confiance à la police nationale en 2023, une augmentation par rapport à 2017



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

Figure 1.8 Les Haïtiens expriment une plus grande confiance dans la police que les citoyens de la plupart des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

(54%) a rebondi depuis son point le plus bas de 2017 (42%). Il est surprenant de constater que ce niveau élevé de confiance se produit dans un contexte de forte criminalité, d'affaiblissement des institutions de l'État, de crises politiques persistantes et de niveaux exceptionnellement élevés d'inquiétude face à l'insécurité. Ce décalage remarquable est également mis en évidence dans la **Figure 1.8**, qui montre qu'Haïti a le troisième niveau de confiance dans la police, à égalité avec des pays beaucoup plus riches comme le Chili et l'Uruguay. En revanche, les citoyens de la République dominicaine, voisins d'Haïti partageant l'île, expriment une moindre confiance dans leur police (25%).

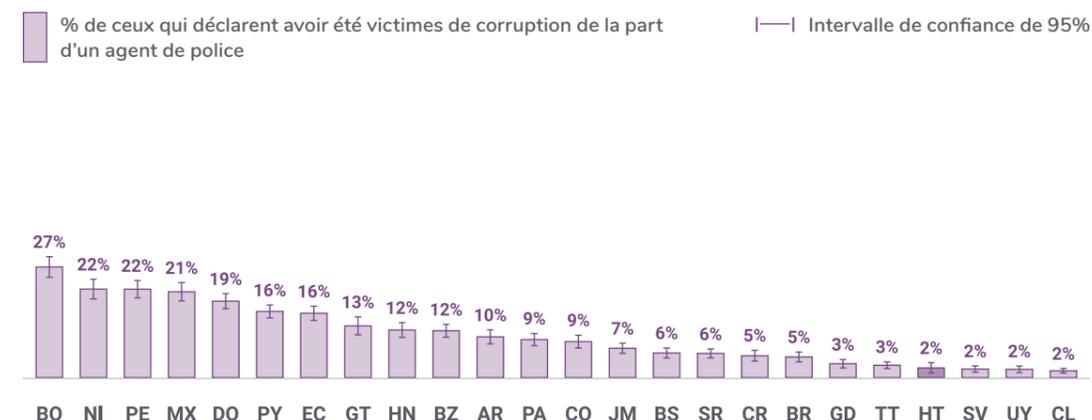
LA PERCEPTION DE LA CORRUPTION EST TRÈS RÉPANDUE

Une explication possible du niveau élevé de confiance des Haïtiens dans leur force de police par rapport à leurs voisins

régionaux peut, en partie, être due au taux relativement faible de sollicitation de pots-de-vin par les agents des forces de police. Comme le montre la **Figure 1.9**, seulement 2% des Haïtiens déclarent qu'un policier leur a demandé de payer un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois. Encore une fois, ce taux est exceptionnellement bas et est comparable à celui du Chili et de l'Uruguay, deux pays régulièrement classés comme ayant des niveaux de corruption publique parmi les plus bas de la région.

Malgré une grande confiance dans la police nationale et de faibles taux signalés de victimes de corruption policière, les Haïtiens considèrent généralement les fonctionnaires comme corrompus. Comme le montre la **Figure 1.10**, 73% des Haïtiens affirment que la corruption parmi les fonctionnaires est généralisée, « courante » ou « très courante ». Cette vision des fonctionnaires de l'administration publique comme étant corrompus demeure élevée dans toutes les analyses statistiques du Baromètre des Amériques, depuis 2010.

Figure 1.9 Par rapport au reste de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2023, Haïti a de faibles niveaux de victimisation de corruption par la police



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

58%
dire que le gouvernement ne fait rien pour lutter contre la corruption.

Les Haïtiens considèrent également que leur gouvernement ne fait pas grand-chose pour lutter contre la corruption. En 2023, la plupart des Haïtiens (58%) affirment que le gouvernement ne fait rien du tout pour lutter contre la corruption. En 2014, la dernière fois que la question a été posée, seulement 12% des personnes interrogées avaient déclaré que le gouvernement ne faisait rien pour lutter contre la corruption.

CRIMINALITÉ, CORRUPTION ET L'AVENIR D'HAÏTI

Au cours des deux années qui ont suivi l'assassinat du Président Jovenel Moïse, Haïti a connu une aggravation de l'instabilité politique et sociale. Les Haïtiens continuent de lutter pour avoir des quartiers sûrs et un gouvernement efficace. L'expérience de la criminalité est très répandue et en augmentation. Conformément aux nombreux reportages des médias faisant état d'une insécurité croissante dans le pays, un quart des

Haïtiens déclarent avoir été victimes d'actes criminels au cours des 12 derniers mois. Il y a une tendance à l'augmentation du taux des victimes de la criminalité depuis 2014, atteignant un nouveau point culminant dans le Baromètre des Amériques 2023 dans le cas d'Haïti.

En plus des taux élevés de victimes de la criminalité, les Haïtiens perçoivent leurs quartiers comme peu sûrs. Bien que la perception de l'insécurité ait légèrement diminué par rapport à 2021, elle reste beaucoup plus élevée qu'il y a dix ans. Comparativement à d'autres pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, les Haïtiens sont plus souvent victimes de crimes et sont plus susceptibles de considérer leur quartier comme peu sûr. Cependant, Haïti n'a pas le taux de victimisation ou d'insécurité le plus élevé de la région.

Les préoccupations concernant l'insécurité est l'un des domaines où Haïti présente, dans une large mesure, le taux le plus

élevé dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Près d'un Haïtien sur trois considère la sécurité comme le problème le plus urgent, taux supérieur à celui de n'importe quel autre pays.

De manière quelque peu surprenante, et avec un certain espoir pour l'avenir, les Haïtiens continuent de soutenir la police nationale. Malgré l'insécurité généralisée, la moitié des Haïtiens font confiance à la police, ce qui est l'un des taux les plus élevés de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cela peut s'expliquer en partie par le faible taux de sollicitation de pots-de-vin par la police. Seuls 2 % des Haïtiens disent avoir été invités à donner un pot-de-vin à un policier, ce qui représente l'un des taux les plus bas de la région en 2023.

Cependant, ce soutien à une institution de l'État n'est pas observé dans le cas

d'autres institutions du gouvernement. Bien que les Haïtiens aient souvent une opinion positive de la police nationale, ils considèrent généralement les fonctionnaires de l'administration publique comme étant très corrompus. Alors que d'importants scandales de corruption impliquant des fonctionnaires à tous les niveaux ont lieu depuis plus d'une décennie, il n'est pas surprenant que 73% des Haïtiens continuent de croire que la corruption publique est courante.

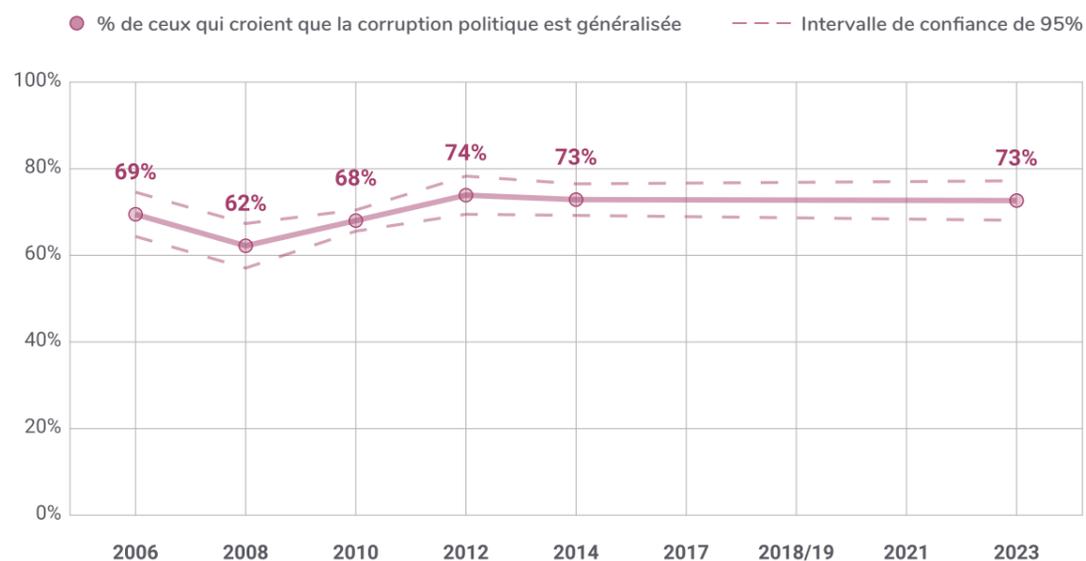
En ce qui concerne la criminalité, les gangs et l'insécurité, Haïti semble avoir un avenir difficile. Les institutions de l'État sont faibles, l'activité des gangs organisés est répandue et les défis politiques, depuis 2021, sont plus coriaces. Selon l'opinion et les expériences des Haïtiens, il y a peu d'espoir que cette situation s'améliore

dans un avenir proche. Cependant, deux points positifs sont à souligner: l'intérêt profond du public pour l'amélioration de la sécurité et le fait que la police bénéficie encore d'une certaine confiance et a encore une certaine légitimité malgré les défis auxquels fait face le gouvernement national. En outre, l'autorisation par le Conseil de sécurité de l'ONU de la mission multinationale d'appui à la sécurité (MSS) est considérée comme l'une des pistes de solution les plus prometteuses pour éliminer les gangs et rétablir la sécurité en Haïti.⁸

Pour réussir, la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) en Haïti doit mettre en place des procédures claires pour prévenir les violations des droits humains, en mettant l'accent sur l'obligation de rendre des comptes en cas de toute transgression. Les

groupes de la société civile haïtienne doivent être activement impliqués dans l'élaboration et le contrôle de ces procédures, aux côtés des organisations humanitaires, afin d'assurer l'accès à l'aide aux populations vulnérables. En outre, un plan global visant à renforcer la Police Nationale Haïtienne et à réformer le système judiciaire est crucial pour une transition durable à la fin de la mission MSS. Le renouvellement des sanctions de l'ONU et le soutien international à la démocratie et à l'État de droit en Haïti sont des éléments essentiels au succès de la mission, ce qui nécessite la coopération de toutes les parties prenantes et potentiellement des ressources accrues de la part des États membres et des organisations internationales pour mettre en œuvre efficacement le mandat de la mission et inspirer de l'espoir pour l'avenir d'Haïti.⁹

Figure 1.10 La perception de la corruption publique reste très répandue en Haïti



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

Remarques

- 1 Gregory J. Love est professeur de sciences politiques à l'Université du Mississippi. Ses recherches portent sur la politique latino-américaine, les transitions démocratiques, les partis politiques dans les nouvelles démocraties, la participation politique comparée et l'économie politique.
- 2 Clesca 2021.
- 3 Le Ministère de la Justice des États-Unis 2023.
- 4 Charles 2022.
- 5 Sanon and Coto 2022.
- 6 BINUH, ONCHR 2023.
- 7 Vega Ocasio et al. 2023.
- 8 UN Info 2023.
- 9 Jean 2023.

Alexander Tripp¹

La majorité des Haïtiens soutiennent la coopération des États-Unis avec l'armée haïtienne pour améliorer la sécurité nationale.

En octobre 2022, le Premier ministre Henry a sollicité un soutien militaire international pour renforcer la sécurité en Haïti. Alors que la situation sécuritaire continue de se dégrader et que les citoyens craignent pour leur sécurité, la communauté internationale réfléchit à la possibilité d'envoyer une force militaire spécialisée visant à rétablir l'ordre dans le pays. Une telle décision a été accueillie non seulement avec réticence par les dirigeants internationaux, mais aussi par les citoyens haïtiens eux-mêmes, compte tenu de l'histoire répétée des interventions étrangères infructueuses dans le pays.² Les États-Unis ont indiqué qu'ils ne dirigeraient pas cette force, car leur expérience de 2004 à la tête d'une force militaire pour stabiliser Haïti n'a pas été couronnée de succès.³ Néanmoins, Les résultats de l'enquête du Baromètre des Amériques de 2023 indiquent qu'une majorité

d'Haïtiens sont favorables à un appui des États-Unis aux forces armées d'Haïti pour endiguer le problème.

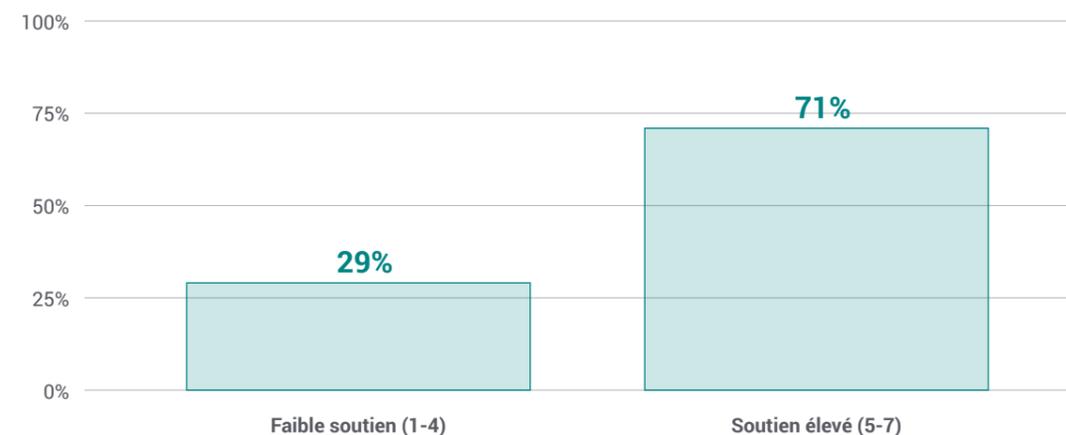
En 2023, le Baromètre des Amériques de LAPOP a commencé à mesurer l'approbation du soutien des États-Unis à l'Armée haïtienne avec la question suivante :

Si l'on prend n'importe quel chiffre sur une échelle allant de 1, « pas du tout » à 7, « beaucoup », dans quelle mesure pensez-vous que les Forces armées des États-Unis d'Amérique devraient collaborer avec les Forces Armées d'Haïti pour améliorer la sécurité nationale?

Ici, je code les réponses en une variable dichotomique, ce qui me permet d'estimer le pourcentage de personnes dans le pays qui soutiennent la coopération des États-Unis avec l'Armée Haïtienne.⁴

Sept Haïtiens sur dix soutiennent fermement la coopération des États-Unis avec l'armée haïtienne pour améliorer la sécurité nationale

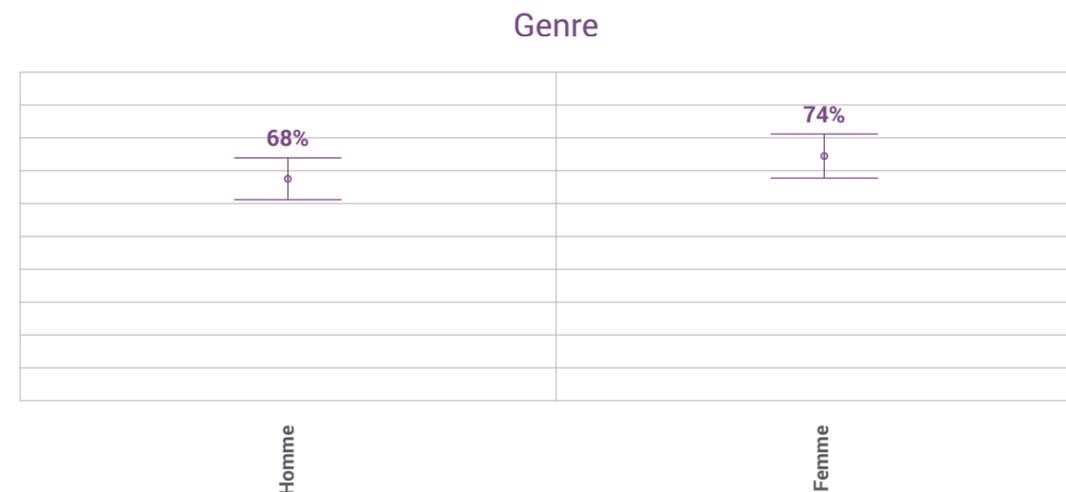
Dans quelle mesure croyez-vous que les Forces Armées des États-Unis d'Amérique devraient travailler avec les Forces Armées d'Haïti pour améliorer la sécurité nationale?



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

En Haïti, les femmes sont plus susceptibles de soutenir la coopération des États-Unis avec l'Armée haïtienne que les hommes

• % de ceux qui soutiennent fermement la coopération des États-Unis avec l'Armée haïtienne |—| Intervalle de confiance de 95%



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

Un peu plus de sept Haïtiens sur dix (71%) indiquent qu'ils soutiennent la coopération des États-Unis avec l'Armée haïtienne pour améliorer la sécurité nationale. Un peu moins de trois personnes sur dix (29%) n'appuient ce chemin de solution à la crise sécuritaire.

Quelles sont les caractéristiques qui prédisent le soutien à la coopération des États-Unis avec l'Armée haïtienne ? En moyenne, le soutien à la coopération des États-Unis avec l'Armée haïtienne est plus élevé chez les femmes.^{5 6} La richesse, l'âge, le lieu de résidence et l'éducation ne sont pas des prédicteurs significatifs du soutien à la coopération des États-Unis avec l'Armée haïtienne.

Une majorité d'Haïtiens (71%) soutiennent la coopération de l'Armée américaine avec l'Armée haïtienne pour améliorer la sécurité nationale, et les femmes soutiennent cette manière de procéder à un taux plus élevé que les hommes. Malgré les échecs passés, les Haïtiens soutiennent l'implication de l'Armée américaine – en coopération avec l'Armée haïtienne – pour améliorer la situation en matière de sécurité nationale. Ces données

sont importantes, car nous anticipons le lancement de la mission MSS, dirigée par le Kenya et fortement soutenue par les États-Unis, à la fois par l'intermédiaire du Pentagone et du Département d'État. Malgré sa composition multinationale, le public haïtien considère largement le MSS comme étroitement lié à l'Armée américaine.

À l'approche du déploiement de la mission MSS, il devient de plus en plus crucial de comprendre la perception du public. Pour réussir et gagner en crédibilité auprès de la population haïtienne, la mission MSS doit établir des procédures claires pour prévenir les violations des droits humains, avec la participation active des groupes de la société civile haïtienne et des organisations humanitaires afin de garantir la reddition de comptes et l'accès à l'aide. En outre, un plan global visant à renforcer la police nationale haïtienne et à réformer le système judiciaire est crucial pour une transition durable. La coopération de toutes les parties prenantes, ainsi que l'augmentation potentielle des ressources, sont essentielles au succès de la mission et à l'espoir qu'elle apporte pour l'avenir d'Haïti.⁷

Malgré les échecs passés, les Haïtiens soutiennent l'implication de l'armée américaine – en coopération avec l'armée haïtienne – pour améliorer la situation de la sécurité nationale. Ces données sont importantes car nous prévoyons le lancement de la mission MSS, menée par le Kenya et fortement soutenu par les États-Unis.

Remarques

- | | |
|---|--|
| 1 | Alexander Tripp est doctorant en Sciences Politiques à l'Université Vanderbilt et chercheur affilié au LAPOP Lab. |
| 2 | Murdith, Blaise, et Chéry 2022. |
| 3 | Foley 2022. |
| 4 | Les réponses ont été recodées en une variable dichotomique en se concentrant sur les réponses 5 à 7 tout en plaçant les réponses restantes (1 à 4) dans une catégorie de référence. |
| 5 | J'ai fait une régression logistique où la variable dépendante est codée comme 1 si un répondant soutient la coopération des États-Unis avec l'armée haïtienne pour améliorer la sécurité nationale et 0 dans le cas contraire. J'inclus des prédicteurs sociodémographiques dans le modèle : le sexe, les cohortes d'âge, la richesse, le lieu de résidence et le niveau de scolarité (aucun/primaire, secondaire, supérieur). |
| 6 | En Haïti, en 2023, il n'y a pas eu assez de cas pour signaler les personnes qui ont répondu, « ni homme ni femme », « ne sait pas » ou « pas de réponse ». Étant donné que ces catégories sont exclusives, nous ne fusionnons pas les catégories. En Haïti en 2023, 0,04 % des répondants se sont identifiés comme un genre autre que masculin ou féminin et 0,07% n'ont donné aucune réponse. |
| 7 | Jean 2023. |

Démocratie

Gregory J. Love

Les récents changements dans le niveau de soutien des Haïtiens à la démocratie, bien qu'ils montrent une légère augmentation, se déroulent dans le contexte d'une grande méfiance à l'égard des processus électoraux, affichant l'un des niveaux de confiance les plus bas de la région. La polarisation fait écho aux attitudes à l'égard des manifestations légales, reflétant les conséquences des protestations généralisées sur des préoccupations essentielles. Le faible niveau de satisfaction à l'égard de la démocratie et le très bas niveau d'approbation du Premier ministre illustrent bien la magnitude du mécontentement.

Ce chapitre retrace la trajectoire démocratique d'Haïti depuis 2006 jusqu'à sa classification actuelle en tant qu'« autocratie fermée », motivée par des problèmes, tels que la faiblesse de l'État, la corruption et les conséquences de l'assassinat du Président Moïse. Les promesses non tenues d'un référendum constitutionnel et d'élections attendues depuis longtemps mettent en évidence les obstacles structurels qui entravent les progrès politiques et électoraux, ce qui intensifie l'urgence d'un renouveau démocratique en Haïti.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

- Une légère majorité d'Haïtiens (52%) soutiennent la démocratie. Il s'agit d'une augmentation par rapport à 2021 (46%) et d'un niveau proche du niveau moyen de soutien à la démocratie dans la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC).
- En 2023, les Haïtiens ont l'un des niveaux de confiance dans les élections les plus bas de la région ALC. Une personne sur quatre exprime sa confiance dans les élections en Haïti.
- Les Haïtiens sont divisés dans leur soutien aux manifestations légales. Après des années de grandes manifestations publiques pour dénoncer le manque de nourriture, le prix exorbitant des carburants et l'insécurité, les Haïtiens sont divisés quant à leur soutien aux manifestations.
- La satisfaction à l'égard de la démocratie en Haïti reste très faible. Les Haïtiens ont le plus faible niveau de satisfaction à l'égard de la démocratie dans la région ALC. De plus, le Premier ministre est très impopulaire (3% d'Haïtiens sont satisfaits de son travail).
- Le soutien à un coup d'État en période de forte criminalité augmente en 2023. Les Haïtiens soutiennent un coup d'État de la police nationale plus que tout autre pays de la région ALC.

52%
soutenir la
démocratie
comme
forme de
gouvernement.

Selon le Projet Variétés de démocratie (V-Dem), Haïti a atteint son apogée de démocratie libérale après l'élection présidentielle de 2006, qui a suivi le coup d'État notable de 2004 et l'institution d'une mission de maintien de la paix de l'ONU (MINUSTAH). Depuis cette période initiale qui a suivi l'organisation des élections, la démocratie haïtienne a décliné en raison des crises économiques, politiques et sociales. Cependant, à la suite de l'assassinat du président Moïse en 2021 et l'échec du gouvernement à organiser de nouvelles élections, Haïti est maintenant ce que Freedom House n'appelle « pas libre » ou ce que V-Dem appelle une « autocratie fermée », une catégorie qui regroupe des pays comme Cuba et le Venezuela.¹

Contrairement à d'autres pays de la région ALC qui ont connu récemment un recul démocratique, les causes de l'échec des institutions démocratiques d'Haïti semblent être plus faciles à déterminer. La faiblesse de l'État à empêcher l'assassinat d'un président en est une raison évidente. Deuxièmement, le gouvernement ne s'attaque pas depuis longtemps aux causes profondes qui sont à l'origine des omniprésentes manifestations en Haïti. Le public et les experts s'accordent à dire que la corruption est un facteur clé qui entrave la capacité et la volonté de répondre à des besoins essentiels, tels le manque de carburant, de nourriture et l'insécurité. Bien que bon nombre de ces facteurs existent en Haïti depuis la première transition vers des élections qui a suivi le renversement du régime des Duvalier, les crises démocratiques actuelles sont en partie dues à l'assassinat de Moïse et à l'incapacité du Premier ministre à organiser de nouvelles élections. L'ironie réside dans le fait que l'opposition fragmentée

semble également réticente à la tenue d'élections, préférant une nouvelle transition gouvernementale sans élection.

Depuis 2021, le Premier Ministre Henry a promis à plusieurs reprises à la fois un référendum sur une nouvelle constitution, proposé à l'origine par Moïse, et de nouvelles élections pour pouvoir à tous les postes électifs. Au cours des deux années qui ont suivi l'assassinat, ni l'un ni l'autre ne s'est produit. Depuis 2023, tous les élus exercent leur mandat au-delà de la date d'échéance. Qu'il s'agisse du Premier Ministre (et Président par intérim) ou des maires, tous les représentants de l'état sont en fonction sans mandat électoral. Les élections législatives, initialement prévues pour 2019, n'ont pas eu lieu et il n'y a pas de législateurs où ce rapport est rédigé.²

En décembre 2022, le Premier ministre Henry a signé un accord pour organiser des élections en 2023. À la suite de l'accord, Henry a nommé un conseil de transition pour organiser de nouvelles élections. Certaines factions de l'opposition ne sont pas d'accord avec l'implication d'Henry dans la transition et la supervision des élections et veulent qu'il quitte ses fonctions avant une nouvelle élection. Cependant, ceux qui, au sein de l'opposition, insistent sur la destitution complète d'Henry sont, à leur tour, marginalisés. Il est intéressant de noter que les préoccupations de l'opposition ne se focalisent pas sur la l'organisation d'élections, mais plutôt sur comment se positionner pour occuper des positions gouvernementales sans qu'il soit nécessaire d'organiser des joutes électorales. Jusqu'à présent, aucune date n'a été fixée pour de nouvelles élections.

BIEN QUE LES HAÏTIENS EXPRIMENT LEUR SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE, ILS NE SONT PAS SATISFAITS DE SON FONCTIONNEMENT

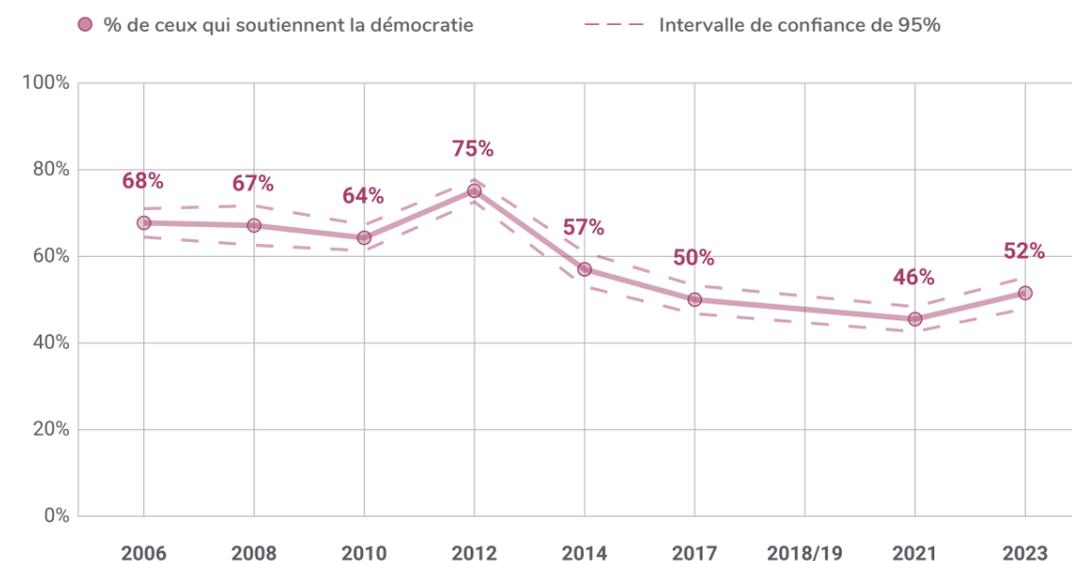
En 2023, une majorité (52%) d'Haïtiens se disent favorables à l'idée d'une gouvernance démocratique (Figure 2.1). Il s'agit d'une hausse par rapport à un point de support bas en 2021 (46%). Cette augmentation de six points de pourcentage du soutien à la démocratie intervient malgré le récent assassinat du président et la crise politique en cours.

Dans l'ensemble, le soutien à la démocratie en Haïti est similaire à la moyenne de la région ALC en 2023 (58%). Bien que le soutien du public à la démocratie en Haïti

soit similaire à celui de nombreux autres pays de la région ALC, le niveau reste bien en deçà du point le plus élevé du soutien démocratique dans la série du Baromètre des Amériques pour Haïti en 2012 (75%).

S'il est vrai qu'une majorité d'Haïtiens expriment dans l'abstrait leur soutien à la démocratie, ils ont peu de confiance dans l'institution fondamentale de la démocratie : les élections. En 2023, seul un Haïtien sur quatre exprime sa confiance dans le système électoral du pays (Figure 2.2). Dans la région ALC, Haïti a l'un des niveaux de confiance les plus bas dans les élections. Le retard régulier dans la tenue des élections peut expliquer en partie ce faible niveau de confiance dans les élections. Pendant des décennies, Haïti a souvent retardé

Figure 2.1 Une faible majorité d'Haïtiens soutiennent la démocratie en 2023, ce qui est une augmentation par rapport à 2021



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2010-2023

les élections locales et nationales, y compris la présidentielle, pour diverses raisons. L'effet sur la confiance dans les élections s'est peut-être intensifié au cours des dernières années, car tous les principaux élus ont dépassé la durée constitutionnelle de leur mandat.³

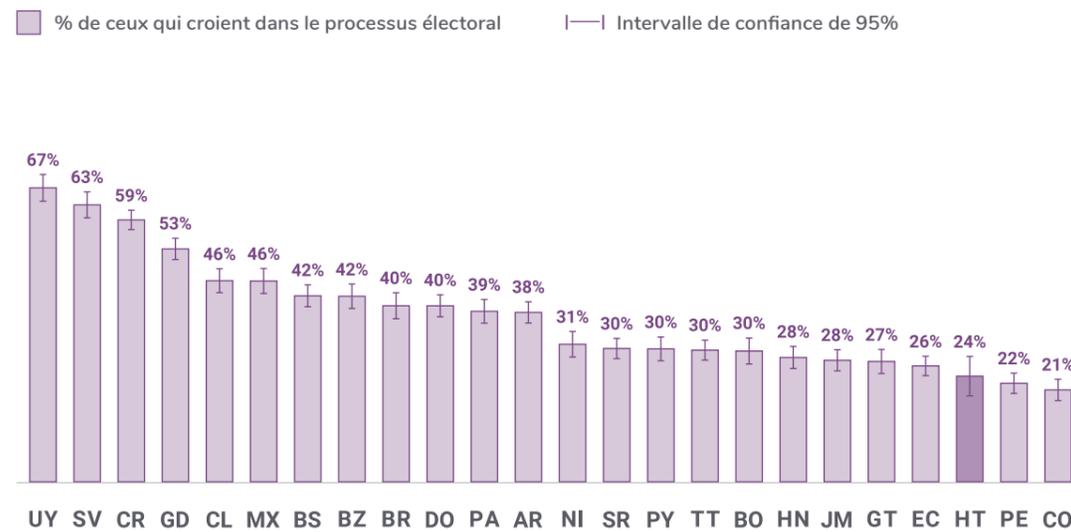
De nombreux acteurs de la communauté internationale affirment que pour que les élections marquent effectivement le début d'un renouveau démocratique, elles doivent être précédées de l'adoption d'une nouvelle constitution, parallèlement à la mise en œuvre de nouvelles lois électorales et politiques. Si l'on ne s'attaque pas à ces questions fondamentales, on risque d'exacerber le déficit démocratique d'Haïti et d'éroder davantage le soutien de ses citoyens à la démocratie.

Dans l'ensemble, si les Haïtiens soutiennent l'idée de démocratie, ils ont peu d'espoir que les institutions du pays peuvent faire fonctionner la démocratie.

En plus d'avoir peu de confiance dans les élections, les Haïtiens sont également peu satisfaits de la démocratie. Comme l'indique la **Figure 2.3**, 12% des Haïtiens sont « satisfaits » ou « très satisfaits » de la façon dont la démocratie fonctionne dans le pays, un niveau inchangé par rapport à 2021. Ce faible niveau de satisfaction représente une chute spectaculaire par rapport à 2014 où le taux de satisfaction était de 41%, avant les manifestations contre les élections contestées, puis annulées de 2015 et l'assassinat de Moïse en 2021.

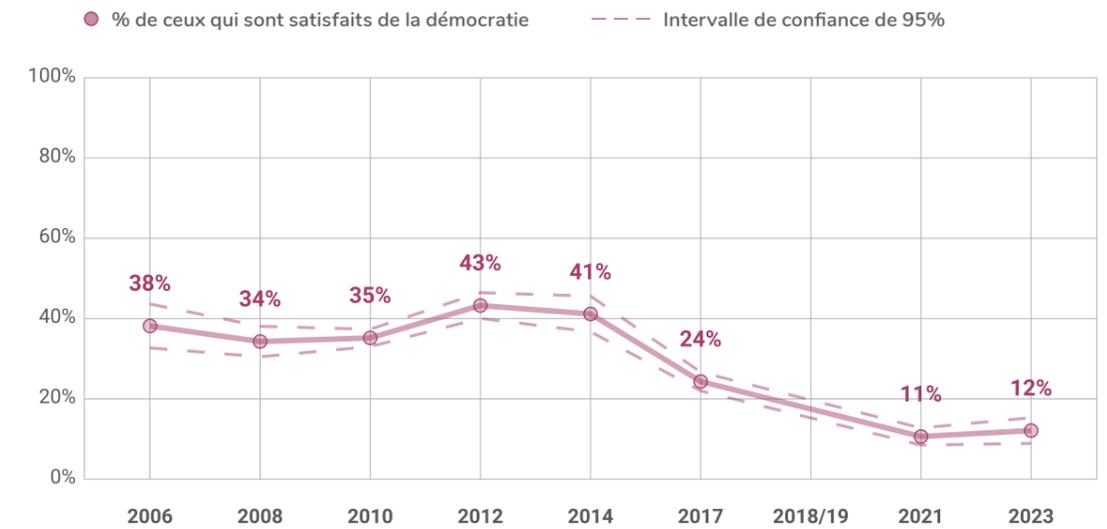
12%
sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie en Haïti.

Figure 2.2 Les Haïtiens ont l'un des niveaux de confiance les plus bas dans les élections dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes



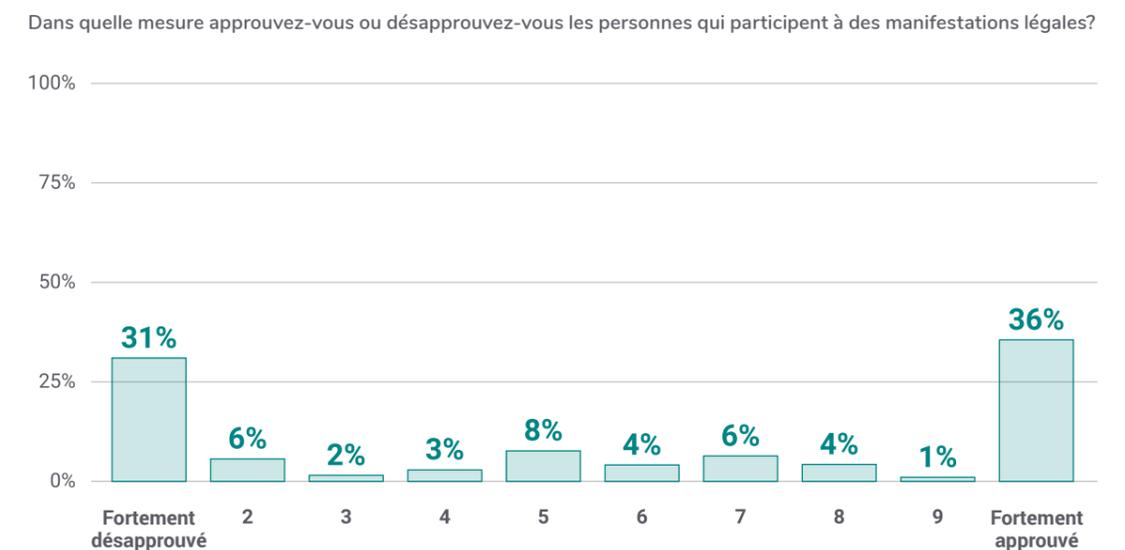
Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

Figure 2.3 En 2023, la satisfaction à l'égard de la démocratie chez les Haïtiens reste très faible, à près d'un sur dix



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

Figure 2.4 Les Haïtiens ont des opinions polarisées par rapport à leur tolérance à l'égard des manifestations publiques en 2023



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

LES OPINIONS À L'ÉGARD DES MANIFESTATIONS DE MASSE SONT POLARISÉES, MAIS L'ÉVALUATION DE LA MAJORITÉ DES HAÏTIENS DU TRAVAIL DU PREMIER MINISTRE EST LARGEMENT NÉGATIVE

Les manifestations à grande échelle sont un phénomène récurrent en Haïti au cours des dernières décennies, mais dans la période qui a suivi l'assassinat du président, l'augmentation de la violence des gangs et l'insécurité alimentaire et énergétique, les manifestations de masse sont devenues de plus en plus fréquentes.⁴ Les manifestations de masse ont également le potentiel de perturber la vie des Haïtiens. Dans l'ensemble, cette tension entre les manifestations en tant que

moyen d'exprimer leur frustration à l'égard du gouvernement et les coûts sociaux des manifestations pour de nombreux Haïtiens se voit dans les attitudes polarisées des Haïtiens à l'égard de la participation aux manifestations.

Depuis ces derniers temps, les manifestations de masse sont en déclin, ce qui témoigne d'un sentiment croissant de lassitude au sein de la population. Ce sentiment était évident dans les médiocres manifestations qui ont suivi le départ raté d'Henry le 7 février 2024. De plus, les manifestations sont de plus en plus perçues comme un moyen illégitime d'exprimer leur mécontentement à l'égard du gouvernement, souvent considéré comme une entreprise

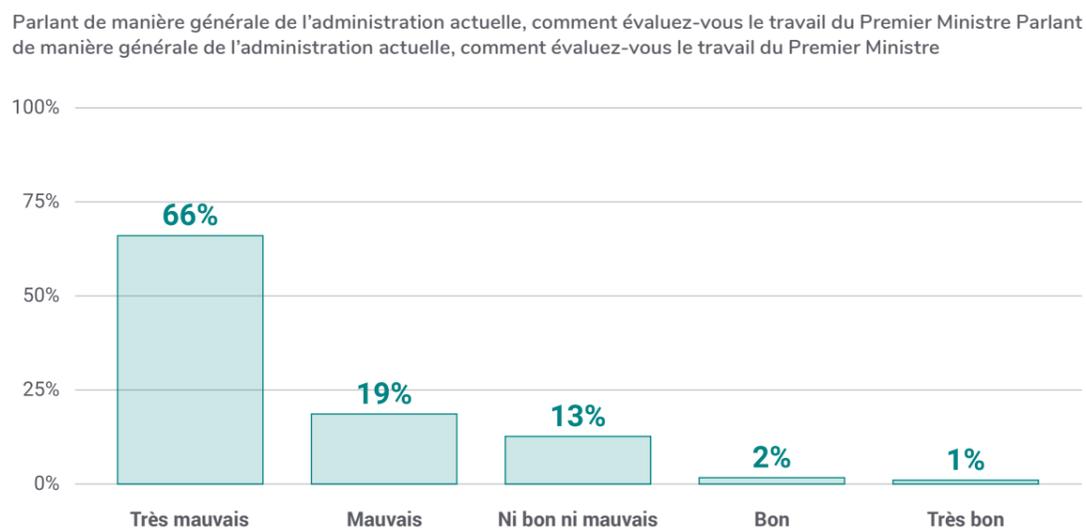
commerciale où les participants sont payés pour descendre dans la rue. L'imposition de sanctions visant des personnes fortunées a incité certains à reconsidérer le financement des manifestations, car ils donnent la priorité à la protection de leurs actifs dans le pays. En effet, de mi-2023 à aujourd'hui, il y a eu une diminution significative de l'investissement financier dans les manifestations payées en Haïti.

En 2023, la plupart des Haïtiens semblent avoir des opinions bien arrêtées sur les manifestations de masse régulières du pays. La Figure 2.4 montre qu'une pluralité d'Haïtiens « approuvent fortement » la participation à des manifestations (36%) ou « désapprouvent fortement » (31%). Cette polarisation est

un changement par rapport à il y a dix ans, lorsque le Baromètre des Amériques 2014 a révélé que seulement 8% des Haïtiens « désapprouvaient fortement » les manifestations et 20% « les approuvaient fortement ».

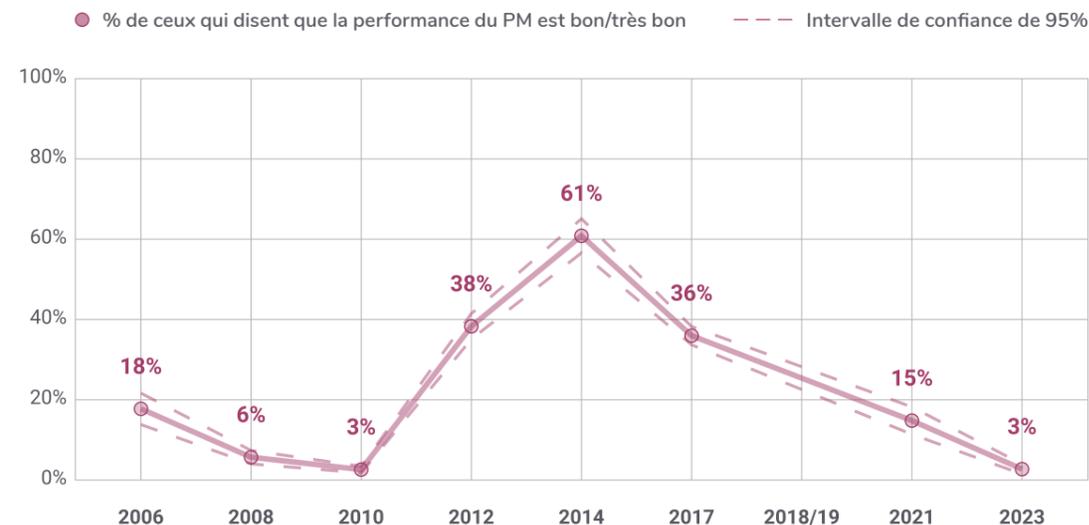
En réponses aux troubles politiques auxquelles il était confronté, peu de temps avant son assassinat, le président Jovenel Moïse avait nommé mais n'a pas eu le temps d'installer Ariel Henry comme chef du gouvernement. Après sa disparition, une question centrale était de déterminer à qui incombait la responsabilité de conduire le gouvernement intérimaire: Henry ou le Premier Ministre en fonction Claude Joseph? Après deux semaines et sous la pression de la communauté

Figure 2.5 Les Haïtiens sont très mécontents à l'égard du Premier Ministre Henry en 2023



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

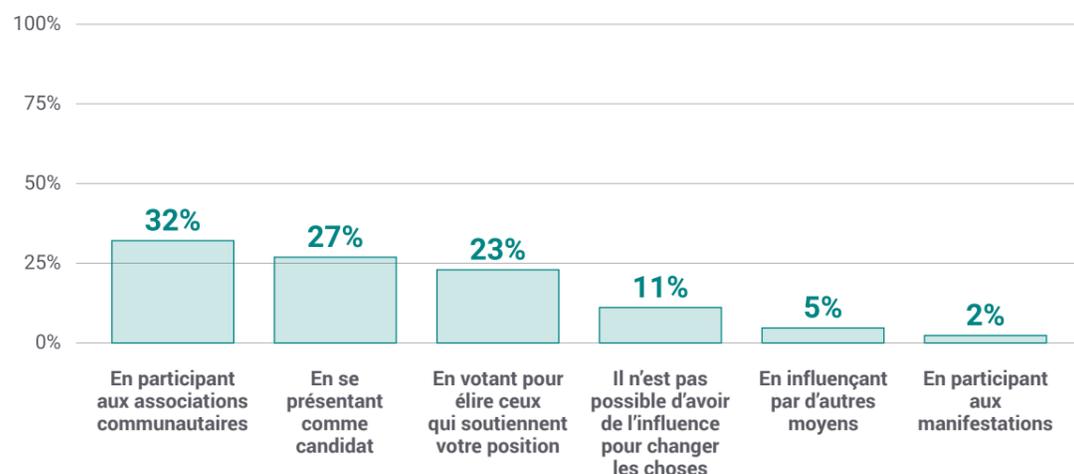
Figure 2.6 Certains précédents dirigeants haïtiens avaient le soutien de l'opinion publique, mais peu de citoyens approuvent la performance du Premier Ministre en 2023



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

Figure 2.7 Les Haïtiens considèrent les élections et les groupes communautaires comme des moyens d'amélioration de la situation du pays en 2023

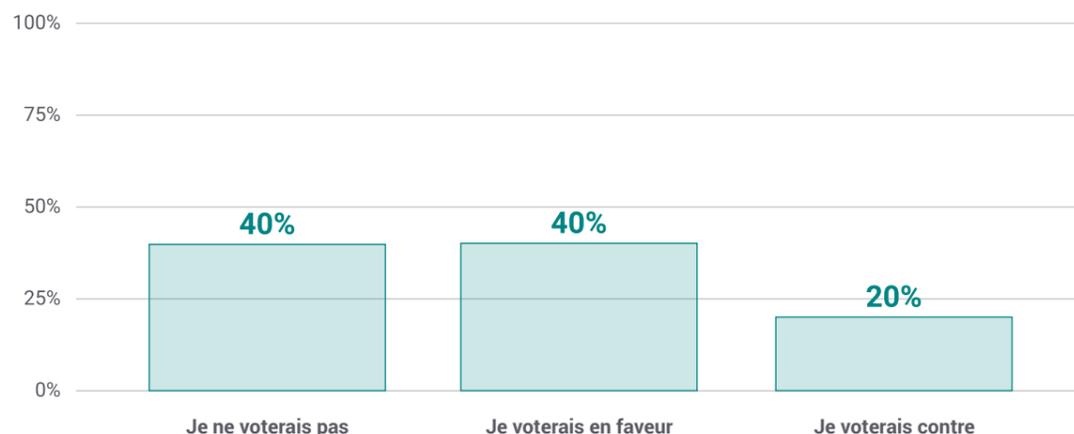
De quelle manière croyez-vous pourriez avoir le plus d'influence pour changer les choses dans le pays?



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

Figure 2.8 Les Haïtiens sont tout aussi susceptibles de voter pour une nouvelle constitution que de s'abstenir de voter pour l'amendement

Si le référendum prévu pour modifier la Constitution avait lieu cette semaine, que feriez-vous?



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

32%

pensent que la meilleure façon d'influencer le changement est de participer à des associations communautaires.

internationale, Henry a été autorisé à assumer en même temps les fonctions de Premier ministre et de Président d'Haïti. Bien qu'Henry n'ait pas été élu ni officiellement installé à l'un ou l'autre de ces postes, beaucoup pensaient que son mandat serait de courte durée. Il devait, en théorie organiser les élections dans un bref délai. Au moment de l'enquête du Baromètre des Amériques Haïti 2023, Henry était président et premier ministre par intérim depuis 22 mois.

Nous voyons dans la **Figure 2.5** que la grande majorité des Haïtiens considèrent le mandat d'Henry comme une période d'échec. Seulement 3% de la population dit qu'il a fait un « bon » ou un « très bon » travail, tandis que 66 % disent qu'il a fait un « très mauvais » travail en tant que Premier Ministre. Il s'agit d'une baisse spectaculaire par rapport au point culminant de satisfaction à l'égard du travail de l'exécutif en 2014 durant le mandat de Michel Martelly. Cependant, le faible niveau de satisfaction à l'égard du travail d'Henry n'a d'égal que le faible taux de satisfaction de René Préal face à l'incapacité de son gouvernement à réagir au tremblement de terre de 2010 (**Figure 2.6**).

L'opinion publique négative du mandat d'Henry est également mise en évidence par le fait que le dirigeant haïtien a le taux de satisfaction à sa performance le plus bas de la région ALC en 2023 – 29% de moins que la moyenne régionale pour les présidents et les premiers ministres. Cela dit, l'opposition fragmentée en Haïti ne jouit pas d'une popularité beaucoup plus grande que celle d'Henry. Bien que l'impopularité d'Henri soit évidente, aucune des figures individuelles ou des coalitions d'adversaires ne semble présenter d'alternatives convaincantes.

LES HAÏTIENS EXPRIMENT DES POINTS DE VUE CONTRADICTOIRES SUR LA FAÇON DE CHANGER LES CHOSES DANS LE PAYS

Lorsqu'on leur demande quelle est la meilleure façon d'améliorer leur communauté et leur pays, les Haïtiens restent attachés à l'idée d'institutions formelles. Le moyen le plus souvent cité pour améliorer le pays est d'agir localement par le biais de conseils d'administration et d'associations communautaires (32%). Bien qu'ils aient peu de confiance dans les élections et qu'ils aient une opinion négative des dirigeants politiques, de nombreux Haïtiens affirment que la meilleure façon d'améliorer le pays est de voter (23%) ou de se présenter aux élections (27%) (**Figure 2.7**).

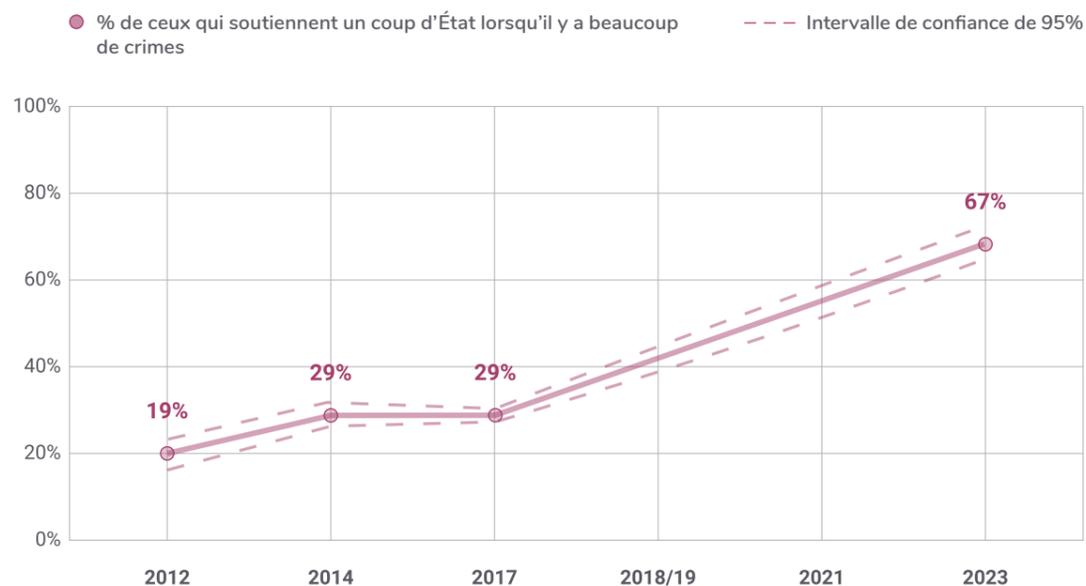
Seulement 2% des Haïtiens affirment que participer à des manifestations est un moyen efficace pour améliorer le pays. Ce qui souligne un sentiment négatif croissant à l'égard de cette forme de participation politique. En dépit des nombreux et sempiternels défis auxquels les Haïtiens sont confrontés quotidiennement, et ce depuis de nombreuses décennies, seulement 11% d'entre eux ont déclaré qu'il était impossible d'améliorer le pays.

Depuis la crise politique de 2021 dont la toile de fond était la durée du mandat de Président Moïse, il a été prévu une révision de fond en comble de la constitution et l'organisation d'un referendum à ce sujet. Des changements majeurs tels que l'abolition du Sénat et le passage de l'exécutif à un système entièrement présidentiel où celui-ci est dominant ont été annoncés.⁵ Dans le contexte de l'aggravation de la crise politique et sociale qui a suivi

40%

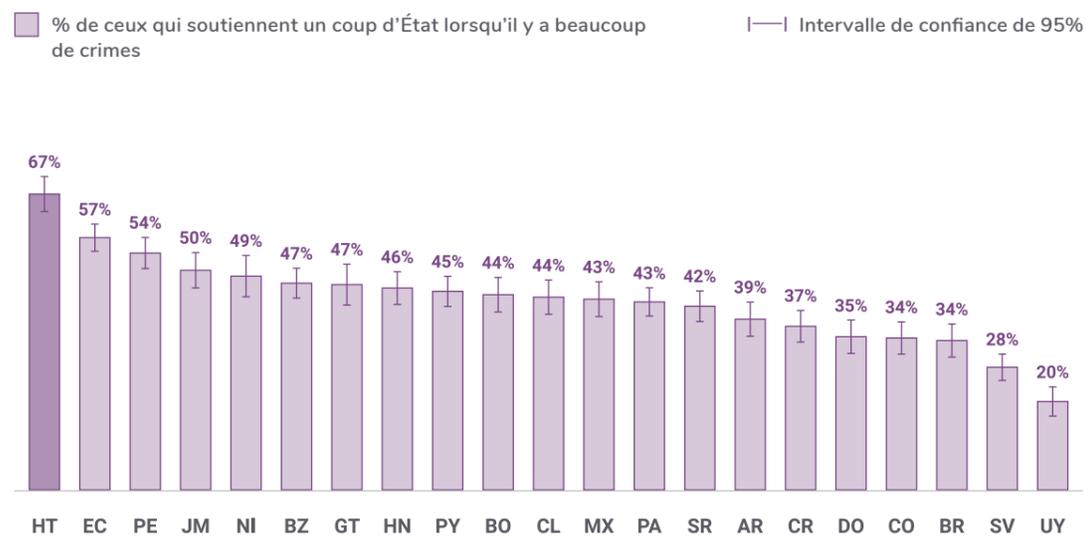
ne voterait pas lors d'un référendum pour une nouvelle constitution.

Figure 2.9 Deux Haïtiens sur trois soutiennent un coup d'État lorsque le taux de criminalité est élevé, ce qui est une augmentation frappante par rapport à 2017



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

Figure 2.10 En comparaison avec les autres pays de la région, les Haïtiens sont les plus favorables à un coup d'État en 2023



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

67%

justifierait un coup d'État – le taux le plus élevé dans la région ALC.

l'assassinat, le référendum proposé a été reporté à plusieurs reprises.

Bien qu'il n'y ait pas de date précise pour un référendum, Henry avait auparavant l'intention d'en organiser un à la fin de 2023. Si l'on se fie à la **Figure 2.8**, un tel référendum a le potentiel d'être adopté, mais seulement si de nombreux Haïtiens s'abstiennent de voter. Cela met en évidence l'apathie potentielle à l'égard du système politique et démocratique et contraste avec les résultats de la **Figure 2.7**. La nécessité d'une réforme constitutionnelle est l'un des rares domaines où l'on trouve un consensus, avec des domaines clés d'intérêt, tels que la nomination des juges et la levée de l'immunité parlementaire. À l'heure actuelle, l'immunité parlementaire sert de bouclier à la corruption au sein de l'organe législatif, attirant des acteurs malveillants qui cherchent à se faire élire uniquement pour exploiter cette protection. De plus, le seul pouvoir de l'exécutif de nommer des juges porte atteinte à l'indépendance de la magistrature, car les personnes nommées peuvent se sentir obligées de s'aligner sur les intérêts du gouvernement afin d'obtenir le renouvellement de leur mandat.

Bien que les Haïtiens soutiennent fermement la démocratie, ils sont également presque aussi susceptibles de soutenir un coup d'État de la Police Nationale pour aider à contrôler la criminalité. La **Figure 2.9** montre que deux Haïtiens sur trois soutiendraient un tel coup d'État, ce qui représente une augmentation spectaculaire par rapport à 2017, où seulement 29% des Haïtiens avaient exprimé un tel sentiment. Ce niveau élevé de soutien à une action antidémocratique de la police est inhabituel dans le cas de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

en 2023. Pourtant, il est important de reconnaître que nulle part ailleurs dans la région la situation sécuritaire n'est aussi désastreuse qu'en Haïti, au point de nécessiter une intervention multinationale.

Comme indiqué dans la **Figure 2.10**, en Haïti on soutient le coup d'État à des niveaux beaucoup plus élevés que dans tous les autres pays de la région. Les Haïtiens soutiennent un hypothétique coup d'État à un taux supérieur de 24% de plus que la moyenne régionale.

L'AVENIR DÉMOCRATIQUE D'HAÏTI

Le point de vue des Haïtiens sur la démocratie en général, et sur les institutions haïtiennes en particulier, est complexe. En théorie, les Haïtiens semblent soutenir la démocratie malgré les graves défis auxquels le pays est confronté. En 2023, on assiste à une légère augmentation du soutien à la démocratie par rapport à un point bas en 2021. Cependant, les Haïtiens expriment également un fort soutien à l'idée d'un coup d'État par la Police Nationale, à un niveau plus élevé que dans tous les autres pays de la région de ALC.

Les Haïtiens manifestent également leur envie de s'engager dans le processus démocratique pour améliorer le pays. Une majorité d'entre eux affirme que voter ou se présenter à un poste électif est le meilleur moyen d'aider à améliorer le pays. Seuls 11% affirment qu'il n'y a pas moyen de changer les choses dans le pays. En revanche, peu d'Haïtiens font confiance au système électoral (24%). Encore une fois, cela va à l'encontre des souhaits des Haïtiens et de la réalité de fonctionnement des institutions et des conditions du pays.

Au cours des dernières années, les manifestations de masse répétées ont affecté la vie politique et sociale d'Haïti. Depuis 2020, des manifestations perturbatrices régulières à grande échelle ont régulièrement lieu, notamment le blocage du principal dépôt de carburant du pays par des gangs armés. Les Haïtiens se sont polarisés autour de ces manifestations, avec des pourcentages substantiels de soutien et d'opposition.

En ce qui concerne les dirigeants politiques actuels, les Haïtiens sont presque unanimes quant à leur opposition au Premier Ministre Henry. Seulement 3% d'entre eux approuvent son rendement à la tête du gouvernement, ce qui est nettement inférieur à celui de tout autre dirigeant de la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes. De même, de nombreux Haïtiens expriment leur volonté de s'abstenir en cas d'un référendum constitutionnel organisé par ce gouvernement. Bien que l'on puisse s'attendre à ce que beaucoup accueillent favorablement une constitution visant à lutter contre la corruption.

Compte tenu de l'ampleur des défis auxquels Haïti est confronté et l'absence de toute institution crédible en dehors de la police, le retour d'Haïti vers la démocratie électorale continuera d'être difficile, même si de larges segments de la population haïtienne s'accrochent aux idéaux et à l'espoir de la démocratie.

L'absence d'un parlement représente une occasion exceptionnelle pour Haïti. Contrairement aux idées reçues, ce vide pourrait être considéré comme avantageux, car il faciliterait la réforme constitutionnelle (par référendum) et l'établissement de nouvelles lois sur les partis politiques et les élections, des tâches qui auraient fait l'objet d'une résistance importante au sein d'un parlement fonctionnel où les membres seraient à renoncer à leur immunité.

Haïti est en outre confronté à des risques importants pour son avenir démocratique. Premièrement, il y a le danger des transitions antidémocratiques en cours, où les changements de pouvoir politique se produisent en dehors des procédures démocratiques. Cela pourrait conduire les dirigeants de l'opposition à prendre le pouvoir sans un mandat électoral, ce qui pourrait saper la légitimité du gouvernement.

Deuxièmement, l'organisation d'élections à la hâte sans réformes préalables constitue une menace importante pour l'avancement de la démocratie en Haïti. Si l'on ne s'attaque pas aux problèmes sous-jacents, tels que la corruption et les faiblesses institutionnelles, de telles élections risquent d'éroder davantage la confiance dans le processus démocratique et d'entraver la voie du pays vers un système démocratique stable et représentatif.

Haïti fait face à des défis majeurs pour son avenir démocratique : des transitions politiques en dehors des processus démocratiques et des élections précipitées sans réformes essentielles risquent de saper la légitimité gouvernementale et d'éroder la confiance dans la démocratie.

Remarques

- 1 V-Dem 2023; Freedom House 2023.
- 2 Depuis le 18 septembre 2023.
- 3 Sullivan 2023.
- 4 Reuters 2023.
- 5 Charles 2022.

Seul un Haïtien sur cinq estime que ses droits fondamentaux sont protégés, ce qui constitue le taux le plus bas de la région en 2023.

Haïti est confronté à une situation intérieure de plus en plus désespérée alors que la violence des gangs, les catastrophes naturelles et la corruption ont paralysé le gouvernement. Le Kenya a reçu un soutien international pour diriger une force de sécurité et rétablir l'ordre en Haïti, bien que l'on craigne d'exacerber les crises humanitaires déjà généralisées. Dans ce coup de projecteur, je cherche à déterminer si les Haïtiens estiment que leurs droits fondamentaux sont protégés par le système politique Haïtien.

Depuis 2006, le Baromètre des Amériques mesure les perceptions des citoyens en regard à la protection de leurs droits fondamentaux à l'aide de la question suivante :

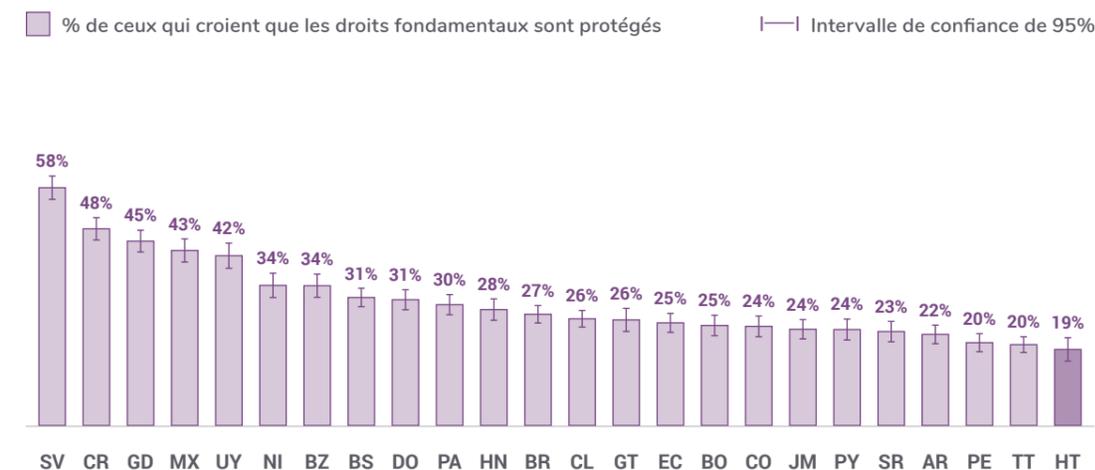
En utilisant n'importe quel nombre sur une échelle allant de 1, « pas du tout » à 7, « beaucoup », dans quelle mesure pensez-vous que les droits fondamentaux des

citoyens sont bien protégés par le système politique d'Haïti?

Ici, je code les réponses en une variable binaire pour estimer la proportion d'Haïtiens qui sont convaincus que leurs droits fondamentaux sont protégés. En 2023, seulement 19% des Haïtiens déclarent avoir le sentiment que leurs droits fondamentaux sont protégés, tandis qu'une écrasante majorité (81%) exprime son insatisfaction quant à la capacité du système politique haïtien à garantir ces droits.

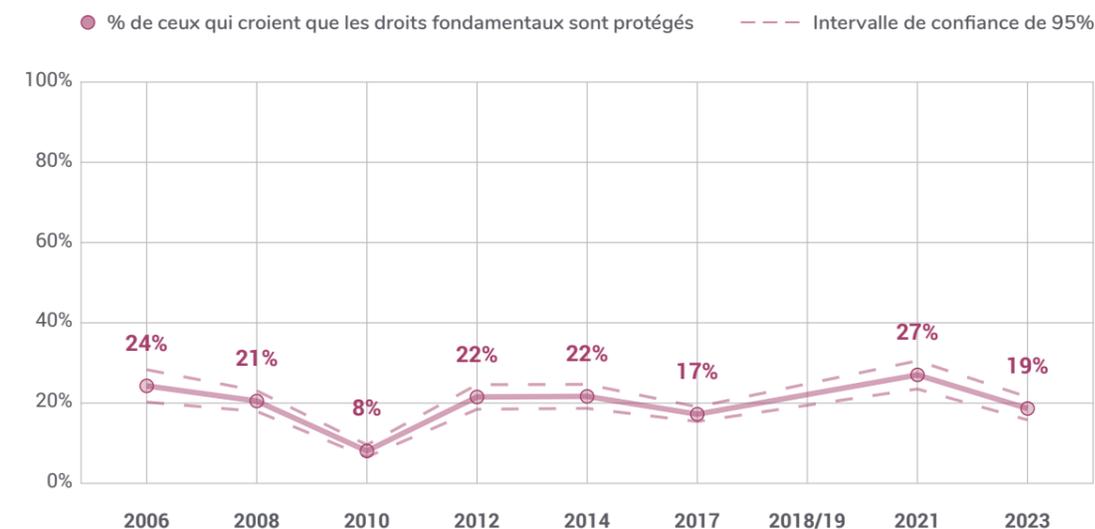
La perception des Haïtiens selon laquelle leurs droits fondamentaux sont protégés est descendue à 19% en 2023, soit une baisse de 8% par rapport à 27% en 2021. Dans un contexte d'instabilité et de violences omniprésentes, les personnes interrogées ne sont pas convaincues que leurs droits fondamentaux soient protégés. Cependant, le pourcentage de ceux qui pensent que leurs droits sont

Un Haïtien sur cinq estime que ses droits fondamentaux sont protégés, ce qui est le taux le plus bas de la région



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

Après avoir atteint un sommet en 2021, le pourcentage d'Haïtiens qui estiment que les droits fondamentaux sont protégés est revenu aux niveaux antérieurs



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

33%

des Haïtiens les plus pauvres estiment que leurs droits sont protégés.

protégés est supérieur au niveau le plus bas de la série, enregistré en 2010 la même année du tremblement de terre qui a dévasté le pays.

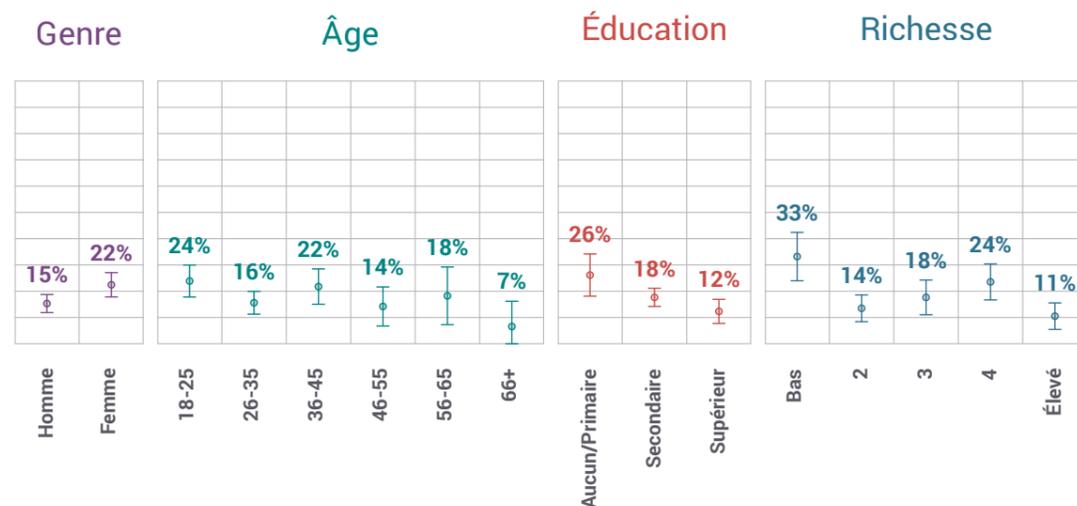
Quelles sont les caractéristiques qui prédisent la perception que les droits fondamentaux sont protégés en Haïti? En moyenne, les perceptions selon lesquelles les droits fondamentaux sont protégés sont plus élevées chez les femmes, les jeunes (18-25 ans), les personnes moins instruites (ayant un niveau d'éducation primaire ou inexistant) et les personnes moins riches. Le lieu de résidence n'est pas un prédicteur significatif de la perception que les droits fondamentaux

sont protégés en Haïti en 2023.

Compte tenu de l'évolution de la situation sécuritaire en Haïti, moins d'un Haïtien sur cinq (19%) estime que le système politique protège ses droits fondamentaux. Ce chiffre représente une baisse par rapport à 2021, où plus d'un Haïtien sur quatre (27%) estimaient que leurs droits fondamentaux étaient protégés. Alors que la communauté internationale délibère sur la manière de faire face à l'instabilité en Haïti, à la violence des gangs et aux crises humanitaires interconnectées, les Haïtiens continuent d'exprimer des niveaux constants de préoccupation quant à la protection de leurs droits fondamentaux.

Les femmes, les jeunes, les Haïtiens moins instruits et moins riches sont plus susceptibles de croire que leurs droits fondamentaux sont protégés

• % de ceux qui croient que les droits fondamentaux sont protégés |—| Intervalle de confiance de 95%



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

Alors que la communauté internationale délibère sur la façon de remédier à l'instabilité en Haïti, à la violence des gangs, et les crises humanitaires interdépendantes, les Haïtiens continuent d'exprimer des niveaux constants de préoccupation quant à la protection de leurs droits fondamentaux.

Remarques

- 1 Mérancourt, Widlore, et Coletta 2023.
- 2 Plus précisément, les réponses ont été recodées en une variable dichotomique en se concentrant sur les réponses 5 à 7 tout en plaçant les réponses restantes (1 à 4) dans une catégorie de référence.
- 3 J'ai fait une régression logistique où la variable dépendante est codée comme 1 si un répondant perçoit que ses droits fondamentaux sont protégés par le système politique haïtien et 0 dans le cas contraire. J'inclus des prédicteurs sociodémographiques dans le modèle : le sexe, les cohortes d'âge, la richesse, le lieu de résidence et le niveau de scolarité (aucun/primaire, secondaire, supérieur).
- 4 En Haïti en 2023, il n'y a pas eu assez de cas à signaler pour ceux qui ont répondu, « ni homme ni femme » ou « pas de réponse ». Étant donné que ces catégories sont exclusives, je ne réduis pas les catégories. En Haïti en 2023, 0,04% des répondants se sont identifiés comme un genre autre que masculin ou féminin et 0,07% n'ont donné aucune réponse.

Facteurs influençant la migration

Gregory J. Love

Ce chapitre explore l'évolution des schémas migratoires haïtiens, en retraçant ses racines depuis les conséquences du coup d'État de 1991 jusqu'aux vagues contemporaines influencées par des crises telles que le tremblement de terre de 2010 et l'ouragan Matthew en 2016. Le point de départ est la reconnaissance par l'Organisation des Nations unies (ONU) d'une nouvelle vague migratoire depuis 2021, marquée par des traversées maritimes périlleuses. L'importance du statut de protection temporaire (TPS) pour les Haïtiens aux États-Unis est soulignée, offrant une résidence légale et facilitant les envois de fonds vers Haïti.

Les données du Baromètre des Amériques 2023 révèlent de fortes intentions d'émigrer dans un contexte de crises alimentaires, énergétiques et sécuritaires, avec les États-Unis comme étant la destination la plus recherchée. Les obstacles juridiques et les ressources financières apparaissent comme des facteurs essentiels influençant les décisions migratoires, ce qui reflète une combinaison complexe des intentions, des attentes et des facteurs socio-économiques.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

- **Quatre Haïtiens sur cinq (79%) ont l'intention d'émigrer au cours des trois prochaines années. Face aux crises alimentaires, énergétiques et de sécurité matérielle qui sévissent en Haïti, le désir d'émigrer dans un autre pays pour travailler et vivre est très répandu.**
- **Bien que les intentions soient élevées, moins d'Haïtiens s'attendent à émigrer au cours des trois prochaines années. La plupart d'entre eux pensent qu'il est peu probable qu'ils partent.**
- **Les Haïtiens qui ont l'intention de partir entreprennent de plus en plus des démarches concrètes pour émigrer. Trois Haïtiens sur cinq en 2023 (59%) déclarent avoir pris une ou plusieurs mesures pour se préparer à émigrer, ce qui est une augmentation substantielle par rapport à 2021 (50%).**
- **Les États-Unis sont le pays où l'on veut le plus émigrer. Parmi ceux qui souhaitent émigrer, la plupart (69%) veulent s'installer aux États-Unis.**
- **Les Haïtiens qui s'attendent à émigrer sont plus riches. Le fait d'avoir des ressources financières n'affecte pas l'intention d'émigrer, mais prédit ceux qui sont susceptibles de partir.**
- **Le désir et l'attente d'émigrer sont plus élevés chez les Haïtiens qui reçoivent des envois de fonds. Le fait d'avoir des liens étroits avec des personnes travaillant dans d'autres pays augmente l'intention et la probabilité d'émigrer.**

La vague moderne de migration haïtienne vers les États-Unis, le Canada et les pays de la région ALC a commencé à la suite du coup d'État de 1991 et des troubles politiques et sociaux qui ont suivi. De 1991 à 1994, des milliers d'Haïtiens ont quitté le pays en tentant de dangereuses traversées maritimes à bord de petits radeaux et d'embarcations. Depuis cette période, des événements tels que le tremblement de terre de 2010, une épidémie de choléra subséquente et la destruction provoquée par l'ouragan Matthew en 2016 ont produit de nouvelles vagues d'émigration.¹ L'ONU note qu'à partir de 2021, les conditions dans le pays ont créé une nouvelle vague de migrants quittant Haïti, souvent dans des radeaux dangereux.²

Depuis le tremblement de terre de 2010, de nombreux Haïtiens aux États-Unis bénéficient d'une mesure administrative de protection temporaire (TPS en Anglais), leur permettant de rester et de travailler légalement dans le pays. Depuis 2010, le gouvernement des États-Unis a prévu la fin du programme TPS pour Haïti, mais cette interruption n'affecte pas tous les groupes. En 2023, l'ordonnance TPS a été renouvelée et élargie pour couvrir les Haïtiens vivant aux États-Unis à compter du 24 février 2023, soulignant la reconnaissance généralisée de la crise profonde que traverse le pays.

Le programme TPS permet également aux Haïtiens demeurant aux États-Unis d'envoyer des fonds substantiels aux personnes vivant en Haïti. Cette aide peut être précieuse pour améliorer la vie des Haïtiens et faciliter l'émigration.

Si les États-Unis comptent la plus grande communauté de migrants haïtiens, ils ne sont pas le seul pays

à accueillir des haïtiens. Les deux autres facteurs qui permettent souvent de prédire les endroits où les Haïtiens migrent sont la langue et la proximité géographique. La province francophone du Québec accueille de plus en plus de migrants haïtiens ainsi que les pays insulaires voisins des Caraïbes.³ Cependant, les pays de la région ALC servent de plus en plus de pays de transit plutôt que de pays de destination. Depuis 2021, le nombre d'Haïtiens qui tentent d'émigrer d'Amérique du Sud vers les États-Unis par voie terrestre a considérablement augmenté. Auparavant, presque aucun Haïtien n'avait tenté la dangereuse route à travers la région du Darien, mais en 2021, près de 80 000 personnes ont traversé la frontière vers le Panama.

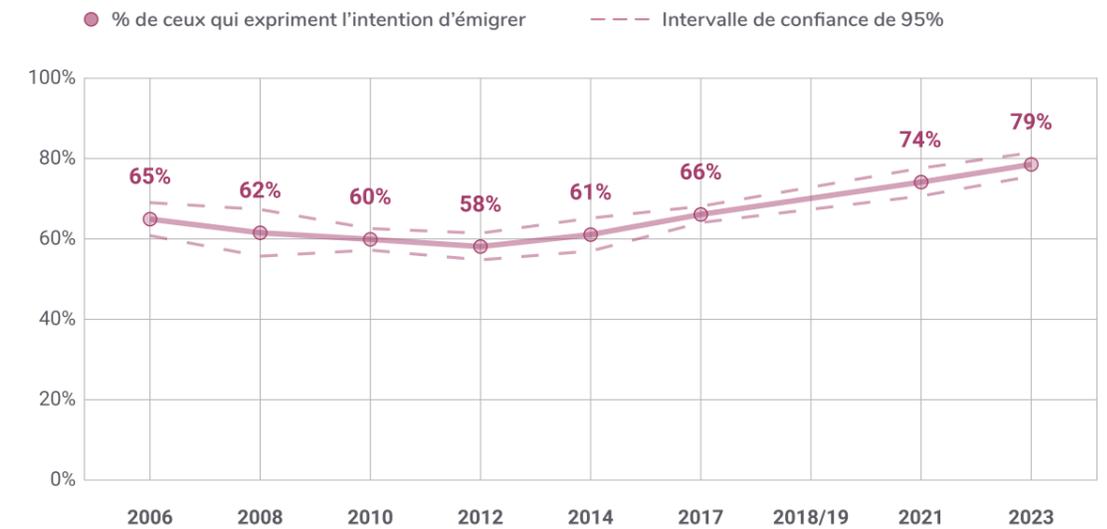
QUATRE HAÏTIENS SUR CINQ ONT L'INTENTION D'ÉMIGRER, MAIS UN PLUS PETIT NOMBRE S'ATTEND À LE FAIRE AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES

Selon une tendance qui s'est poursuivie au cours de la dernière décennie, un nombre croissant d'Haïtiens déclarent qu'ils envisagent d'émigrer dans un autre pays pour y vivre et y travailler (Figure 3.1). En 2023, près de quatre Haïtiens sur cinq déclarent avoir l'intention d'émigrer. Depuis le début du Baromètre des Amériques en Haïti en 2006, une majorité d'Haïtiens ont toujours exprimé l'intention d'émigrer, mais 2023 est l'année où le niveau le plus élevé a été enregistré.

Dans la région ALC en 2023, les Haïtiens sont beaucoup plus susceptibles d'avoir l'intention d'émigrer que des citoyens de tout autre pays (Figure 3.2). Alors que 79% des Haïtiens déclarent avoir

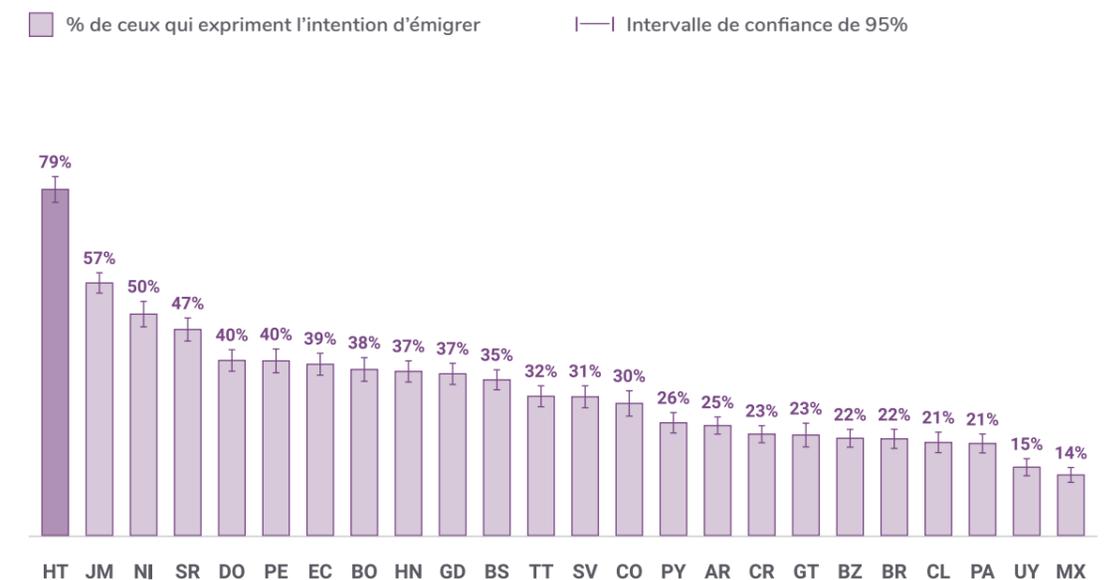
79%
ont l'intention d'émigrer dans les cinq prochaines années.

Figure 3.1 Les Haïtiens ont de plus en plus l'intention d'émigrer, avec des intentions atteignant un niveau record de quatre sur cinq en 2023



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

Figure 3.2 Les Haïtiens affichent le taux le plus élevé d'intentions d'émigrer dans la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes en 2023



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2023

l'intention d'émigrer, dans le deuxième pays le plus élevé, la Jamaïque, 57% des résidents expriment le désir d'émigrer. Dans l'ensemble, les Haïtiens ont l'intention d'émigrer à un taux de 46% supérieur à la moyenne régionale de l'Amérique Latine et des Caraïbes (33%).

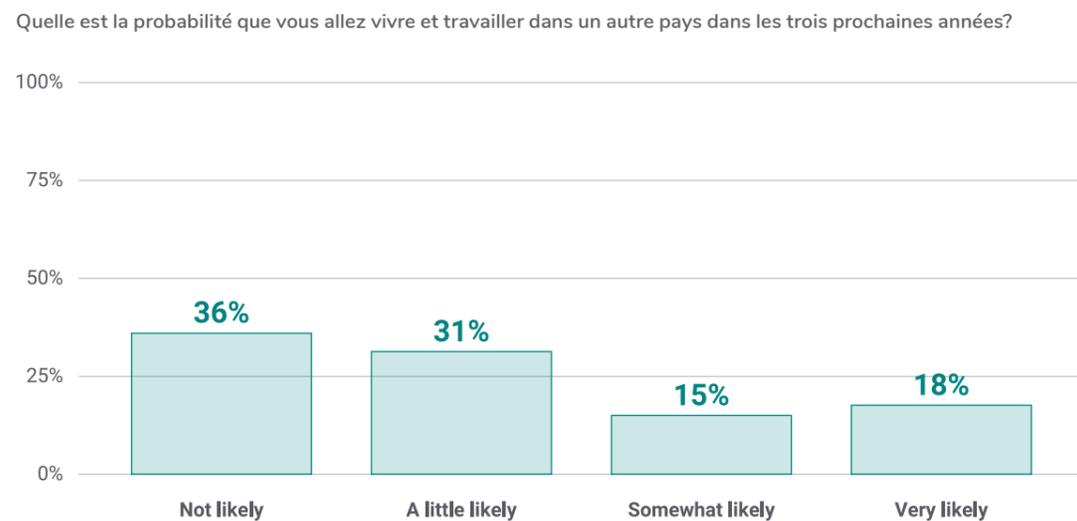
Comme le désir d'émigrer est si répandu en Haïti, presque aucun facteur démographique ou social ne permet de faire la différence entre ceux qui souhaitent émigrer et ceux qui ne le souhaitent pas. Ni l'âge, ni la richesse, ni le sexe, ni l'éducation, ni le statut de victime d'actes criminels, ni l'insécurité alimentaire n'est un facteur qui détermine l'intention d'émigrer. Le seul facteur qui est en corrélation avec le désir d'émigrer est le fait de recevoir des envois de

fonds de l'étranger.⁴ Nous explorons les facteurs qui façonnent les attitudes à l'égard de l'émigration dans la deuxième section de ce chapitre.

Alors que 79% des Haïtiens disent avoir l'intention d'émigrer, ils sont moins nombreux à dire qu'ils s'attendent à émigrer (c'est-à-dire qu'ils sont quelque peu ou très susceptibles) d'émigrer au cours des trois prochaines années (Figure 3.3). La plupart d'entre eux disent qu'ils ne sont « pas susceptibles » (36%) ou qu'ils sont « peu susceptibles » (31%) de déménager dans un autre pays. Peu d'entre eux (18%) disent qu'ils sont « très susceptibles » de déménager dans un autre pays au cours des trois prochaines années. Si l'on combine les catégories « très susceptibles » et « quelque peu

18% disent qu'il est « très probable » qu'ils émigrent.

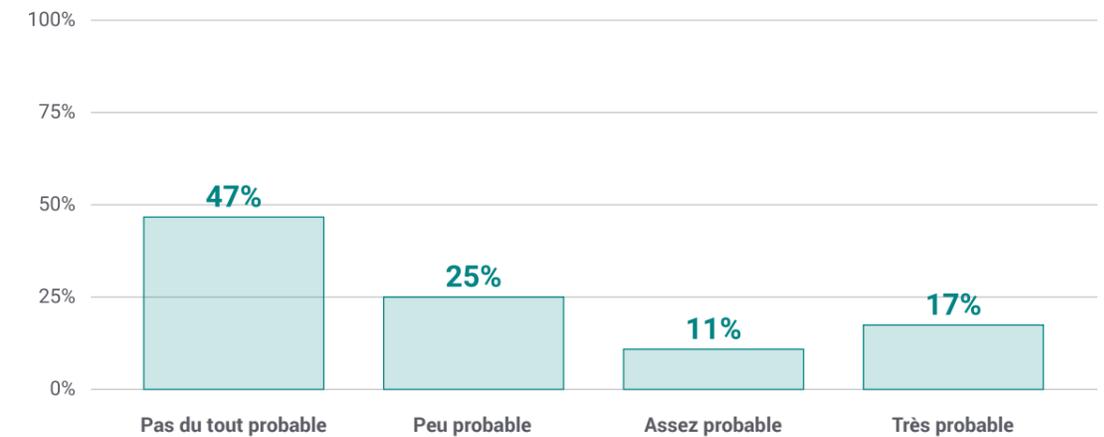
Figure 3.3 Bien que la plupart d'entre eux aient l'intention d'émigrer, un petit groupe d'Haïtiens pensent qu'il est probable qu'ils partiront au cours des trois prochaines années



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

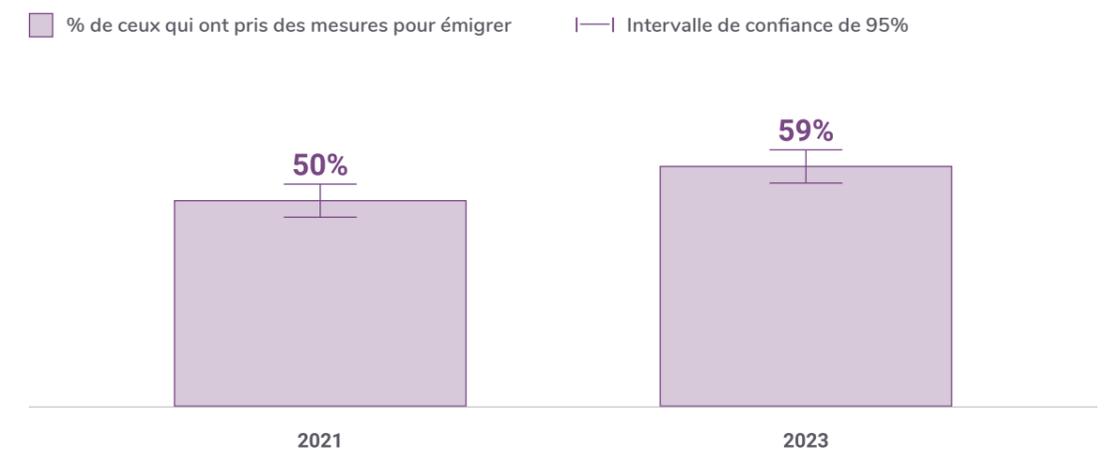
Figure 3.4 Même s'ils avaient les moyens de partir, la plupart des Haïtiens n'émigreraient pas s'ils n'avaient pas de visa ou d'autres permis

Si vous aviez les moyens et l'occasion de partir pour aller vivre et travailler dans un autre pays sans papiers/visas, quelle serait la probabilité que vous y alliez?



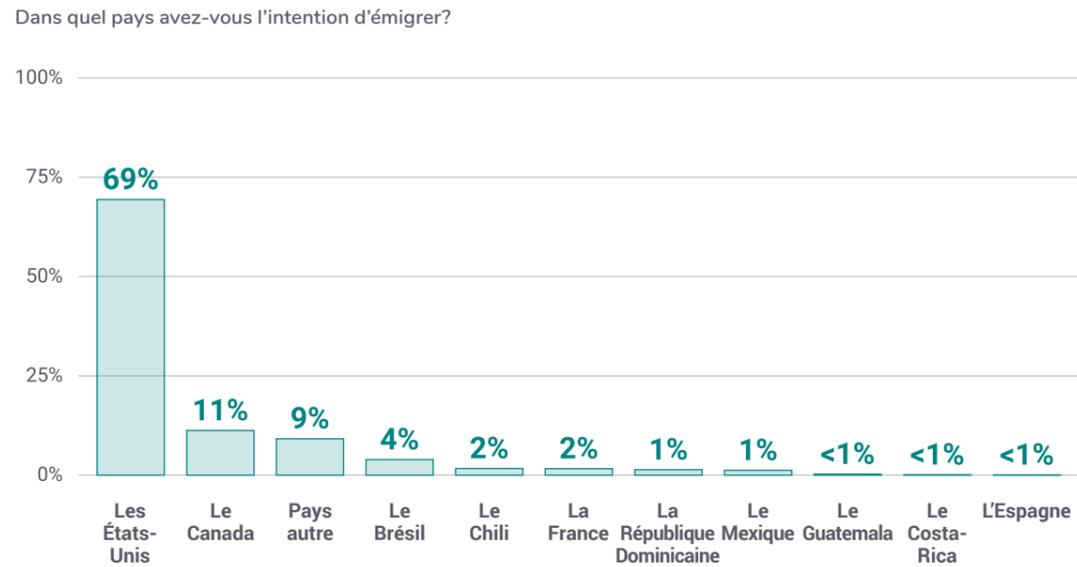
Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

Figure 3.5 Trois Haïtiens sur cinq qui ont l'intention d'émigrer déclarent avoir fait un pas vers l'émigration au cours de l'année écoulée, une augmentation par rapport



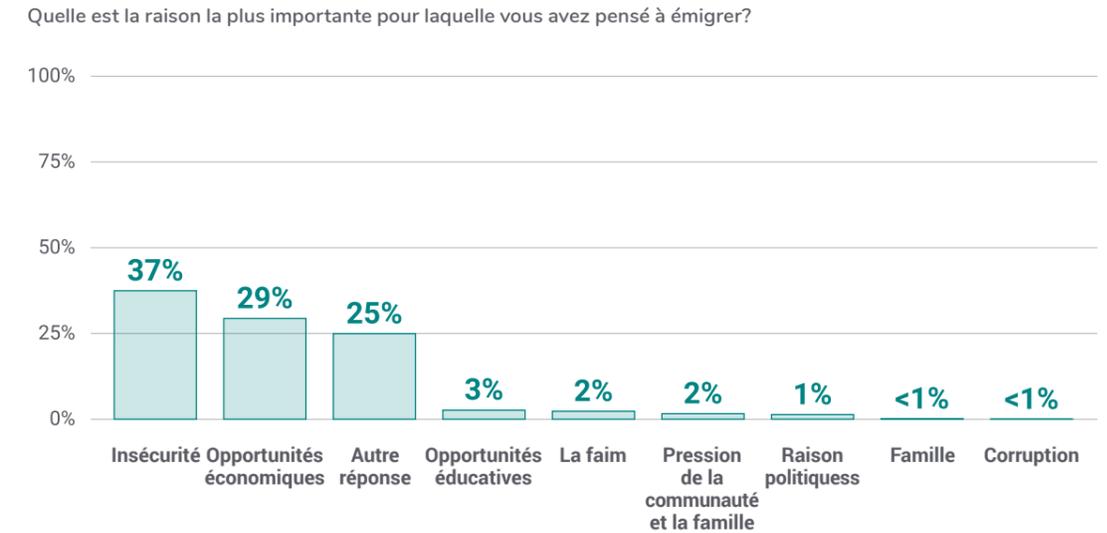
Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2021-2023

Figure 3.6 Parmi les Haïtiens qui ont l'intention d'émigrer, la plupart envisage d'aller aux États-Unis



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

Figure 3.7 Les Haïtiens citent le plus souvent l'insécurité comme principale raison pour laquelle ils ont l'intention d'émigrer, suivie par le manque d'opportunités économiques



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

59%
ont pris des mesures pour émigrer.

susceptibles », environ un Haïtien sur trois s'attend à émigrer pour travailler où vivre à l'étranger au cours des trois prochaines années.

Lorsqu'on leur demande s'ils émigreraient s'ils avaient les ressources financières, mais n'avaient pas de documents légaux pour entrer et travailler dans un pays étranger, la plupart des Haïtiens répondent « pas du tout probable » (47%) ou « peu probable » (25%). La **Figure 3.4** montre que, bien que les ressources et les réseaux personnels puissent être des facteurs importants dans la détermination des personnes susceptibles d'émigrer, ce que nous examinons ci-dessous, les restrictions légales à l'immigration façonnent fortement les attitudes à l'égard de l'émigration. De nombreux Haïtiens disent qu'ils ont besoin à la fois des ressources

pour partir et permission légale de travailler dans un nouveau pays.

Bien que la plupart des Haïtiens disent qu'il est peu probable qu'ils émigrent sans un statut légal, beaucoup prennent des mesures pour se préparer à émigrer (**Figure 3.5**). Trois Haïtiens sur cinq en 2023 qui ont l'intention d'émigrer déclarent avoir pris une ou plusieurs mesures pour se préparer à émigrer, ce qui est une augmentation substantielle par rapport à 2021 (50%). Cela prouve que les Haïtiens ont peu d'espoir que les conditions du pays s'améliorent dans un avenir proche et se préparent de plus en plus à partir à l'étranger.

Sur les 79% d'Haïtiens qui ont l'intention d'émigrer au cours des trois prochaines années, la grande majorité souhaite s'installer aux États-Unis (69%), le

Les Haïtiens citent l'insécurité comme la principale raison pour laquelle ils ont pensé à émigrer.

deuxième pays le plus populaire étant le Canada (11%). Ce résultat n'est pas surprenant en partie à cause des liens migratoires entre les États-Unis et Haïti qui remontent à plus de 50 ans. Cette histoire de migration a fait des États-Unis le foyer de la plus grande communauté de la diaspora haïtienne, ce qui a occasionné des liens sociaux et familiaux qui facilitent la migration.⁵ L'autre facteur qui détermine le choix du pays de destination est l'opportunité économique. Bien que la République Dominicaine partage une frontière terrestre avec Haïti et accueille la deuxième plus grande communauté de migrants haïtiens, elle

offre peu d'opportunités économiques aux Haïtiens et a une histoire de discrimination et de violence anti-haïtiennes substantielles.⁶ Les récentes mesures prises par le gouvernement de la République Dominicaine ont rendu l'émigration plus difficile. Dans le cadre d'un différend au sujet d'une prise sur la rivière Massacre pour la construction d'un canal d'irrigation du côté Haïtien, la République Dominicaine a fermé toutes les frontières aériennes, maritimes et terrestres avec Haïti.⁷ La frontière a été partiellement ouverte au début du mois d'octobre 2023, bien que la République Dominicaine n'ait plus délivré de visas aux ressortissants haïtiens.

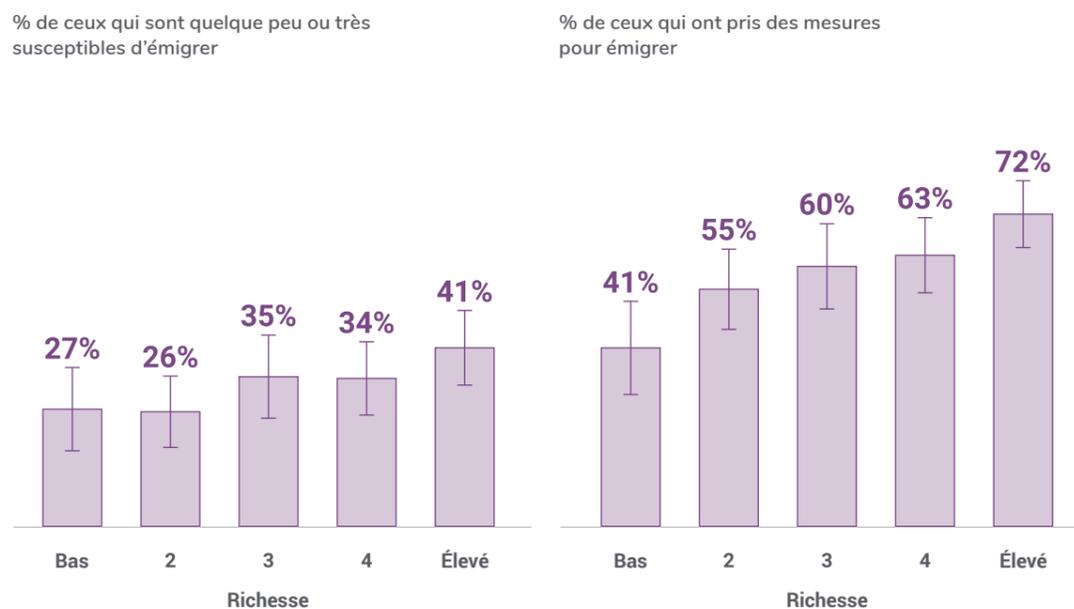
LES HAÏTIENS VEULENT ÉMIGRER VERS DES DESTINATIONS OÙ IL Y A DE MEILLEURES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES, ET CE SONT CEUX QUI ONT LES PLUS GRANDES RESSOURCES QUI S'ATTENDENT À ÉMIGRER

Bien qu'il n'y ait pas de distinction démographique entre ceux qui ont l'intention d'émigrer et ceux qui n'en ont pas, les Haïtiens expriment plusieurs raisons essentielles pour lesquelles ils veulent vivre et travailler dans un autre pays (Figure 3.7). En tête de liste, et conformément aux résultats du Chapitre 1, les Haïtiens déclarent le plus souvent

vouloir émigrer en raison de l'insécurité et de la violence. Bien que de nombreux Haïtiens souhaitent se déplacer en raison de l'insécurité, le fait d'être victime d'un crime, comme indiqué ci-dessus, n'est pas corrélé à l'intention d'émigrer.

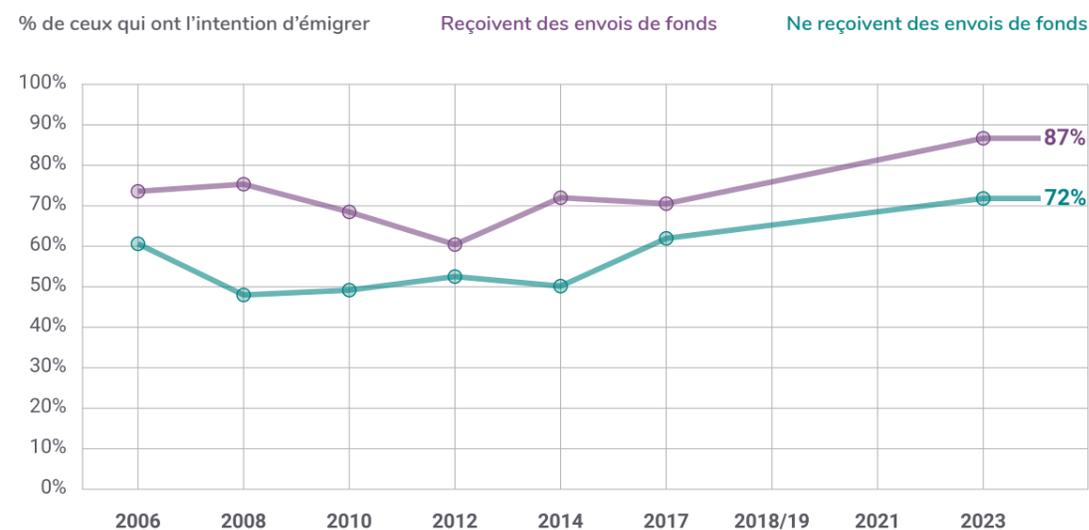
La deuxième raison la plus souvent invoquée par les personnes ayant l'intention d'émigrer est la situation économique. Considérant que 30% des Haïtiens vivent dans l'extrême pauvreté et que des organisations internationales préviennent que le pays est très vulnérable à la famine,⁸ le désir généralisé d'émigrer pour des opportunités économiques est

Figure 3.8 Les Haïtiens les plus riches sont plus susceptibles de s'attendre à émigrer et de prendre des mesures en vue de l'émigration



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2023

Figure 3.9 Les Haïtiens qui reçoivent des envois de fonds sont systématiquement plus susceptibles d'avoir l'intention d'émigrer



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2006-2023

raisonnable. Cependant, le désir d'émigrer est si répandu que nous ne trouvons pas de corrélation fiable entre la richesse et l'insécurité alimentaire et les intentions d'émigration.

Quoique le désir d'émigrer soit si répandu et que la richesse n'affecte pas l'intention d'émigrer, cette dernière semble influencer les personnes qui s'attendent (ceux qui sont quelque peu ou très susceptibles) à émigrer. Les Haïtiens qui font partie du groupe des mieux lotis sont beaucoup plus susceptibles de dire qu'ils émigreront (**Figure 3.8**).

De même, les Haïtiens les plus riches sont également plus susceptibles d'avoir fait un pas vers l'émigration (**Figure 3.8**). Mais le fait d'avoir des ressources rend également moins probable qu'une personne émigre sans statut légal.

L'autre facteur qui permet de faire la distinction entre ceux qui s'attendent à émigrer et ceux qui ne s'y attendent pas est le fait d'avoir un lien avec un pays étranger. Comme le montre la **Figure 3.9**, les Haïtiens qui reçoivent des envois de fonds sont plus susceptibles d'avoir l'intention d'émigrer, ce qui est une tendance constante depuis 2006.⁹

LES CRISES POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SÉCURITAIRE EN HAÏTI ET L'AVENIR DE LA MIGRATION

Il semble y avoir peu de preuves que les conditions en Haïti soient susceptibles de s'améliorer à un niveau qui réduise considérablement l'émigration du pays. Les Haïtiens déclarent vouloir émigrer pour améliorer leur situation en termes de sécurité physique et économique. Cela reflète les conclusions du chapitre 1, qui montre que les Haïtiens sont les plus préoccupés par la criminalité et la violence. Alors que l'activité des gangs continue de se propager dans tout le pays et que les forces de sécurité et les dirigeants politiques restent faibles, il y a un appel croissant à rechercher cette sécurité à l'étranger.

L'opinion des Haïtiens reflète également la détérioration de la situation du pays, ce qui motive les intentions d'émigration. L'enquête 2023 du Baromètre des Amériques en Haïti indique que dans les années à venir, l'émigration en provenance d'Haïti devrait continuer à être une préoccupation internationale importante. Le désir d'émigrer est plus élevé qu'au début de l'enquête en 2006, et plus d'Haïtiens déclarent prendre des mesures pour émigrer en 2023 qu'en 2021. C'est particulièrement vrai pour les Haïtiens qui reçoivent des envois de fonds. La persistance de ces tendances laisse présager un défi durable et pressant pour Haïti dans un avenir proche.

Près de 70% des Haïtiens expriment des intentions d'émigrer, motivés par la recherche de sécurité physique et économique face à une situation nationale en détérioration. La criminalité croissante, l'activité des gangs et la faiblesse institutionnelle alimentent un exode persistant, posant un défi international majeur dans les années à venir.

Remarques

- 1 Douyon 2023.
- 2 UN News 2022.
- 3 Gavigan 1997.
- 4 Le fait de recevoir des envois de fonds est le seul facteur significativement et substantiellement corrélé au désir d'émigrer, dans une régression multivariée avec les envois de fonds, le sexe, l'âge, la richesse, l'éducation, la victimisation de la criminalité, l'insécurité alimentaire et la région.
- 5 Yates 2021.
- 6 Brookshire Childers 2021.
- 7 Adames Alcántara 2023.
- 8 The World Bank 2023; OCHA 2023.
- 9 Le fait de recevoir des envois de fonds est le seul facteur significativement et substantiellement corrélé au désir d'émigrer dans un contexte multivarié avec les envois de fonds, le sexe, l'âge, la richesse, l'éducation, la victimisation de la criminalité, l'insécurité alimentaire et la région.

Haiti a connu la plus forte augmentation d'insécurité alimentaire dans la région ALC entre 2012 et 2023.

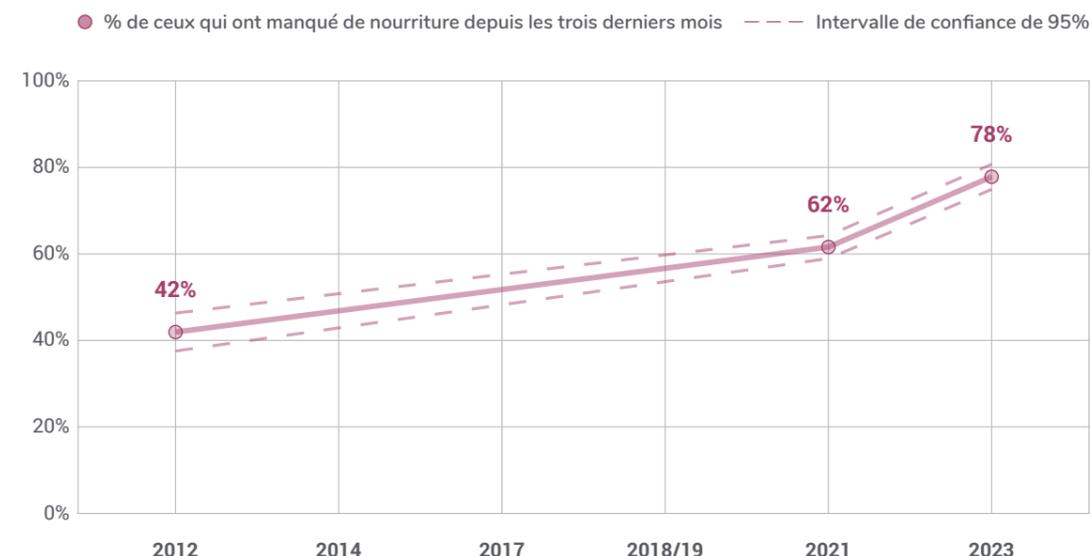
À l'heure actuelle, en Haïti, il y a des préoccupations accrues liées à l'obtention de produits de première nécessité tels que la nourriture, le logement et l'éducation. Les récents bouleversements politiques et sociaux marqués par l'escalade de la violence et de la criminalité des gangs ont eu des conséquences dévastatrices sur la vie quotidienne des Haïtiens. Ces troubles ont considérablement exacerbé les difficultés d'obtenir des aliments abordables et nutritifs, ce qui a eu un impact sur des personnes d'horizons divers.

Depuis 2012, le Baromètre des Amériques mesure les expériences en matière d'insécurité alimentaire à l'aide de la question suivante:

Au cours des trois derniers mois, en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources, votre ménage a-t-il manqué de nourriture?

En 2023, plus de trois Haïtiens sur quatre (78%) déclarent avoir vécu en situation d'insécurité alimentaire. Entre 2012 et 2021, les taux d'insécurité alimentaire ont augmenté de 20%. Depuis 2021, Haïti a connu une augmentation supplémentaire de 16% d'insécurité alimentaire entre 2021 et 2023. Ce pic plus récent peut être attribué à la fois aux effets persistants de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à la détérioration de l'économie, aux facteurs liés au climat, à la violence armée et à l'absence de réponse gouvernementale.²

L'insécurité alimentaire chez les Haïtiens a augmenté de 36% depuis 2012



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques Haïti 2012-2023

78%
déclarent
avoir souffert
d'insécurité
alimentaire.

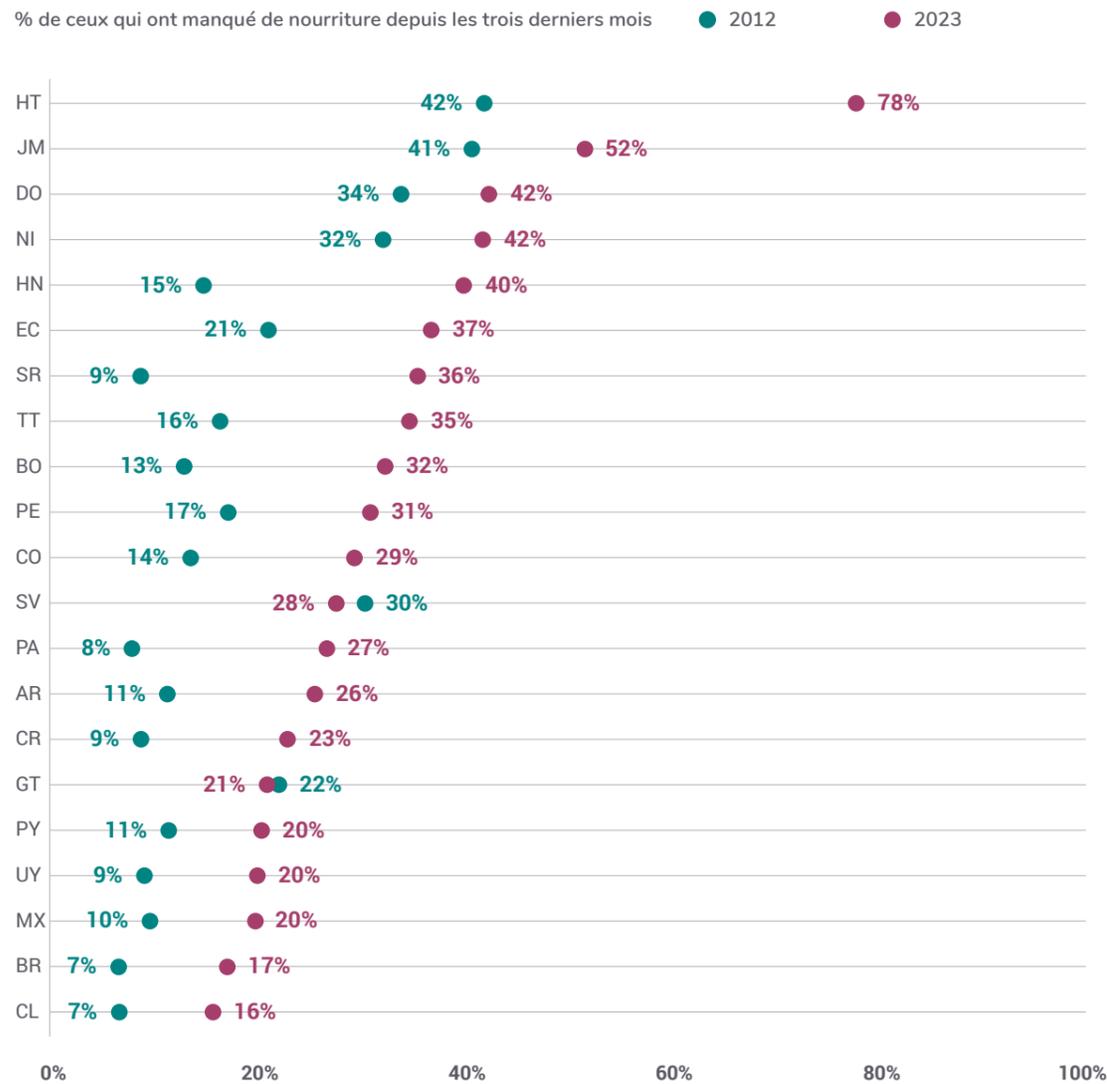
L'insécurité alimentaire en Haïti n'est pas un problème isolé. Le Baromètre des Amériques révèle qu'entre 2012 et 2023, presque tous les pays étudiés de la région ALC ont connu une augmentation de l'insécurité alimentaire. En 2023, le taux régional moyen d'insécurité alimentaire est de 32%, soit 13% de plus que la moyenne de 19% enregistrée en 2012.³ Parmi les pays étudiés en 2023, Haïti a enregistré la plus forte augmentation du taux d'insécurité alimentaire, suivi du Suriname et du Honduras.

Dans des analyses qui ne sont pas présentées ici, je ne trouve pas de relations statistiquement significatives entre l'insécurité alimentaire et les caractéristiques sociodémographiques

et économiques telles que le sexe, l'âge, l'éducation, la richesse ou le lieu de résidence.⁴ Ce constat met en évidence l'omniprésence de l'insécurité alimentaire en Haïti.

Dans l'ensemble, des analyses transversales dans le temps et dans plusieurs pays révèlent que la crise alimentaire en Haïti est grave et sans précédent. L'aide humanitaire fournie par les organisations non gouvernementales et les gouvernements étrangers est d'autant plus compliquée que l'acheminement de l'aide nécessite une coopération avec des gangs rivaux qui contrôlent de nombreuses régions du pays.⁵ La lutte pour la réduction de l'insécurité alimentaire dépendra des efforts déployés pour rétablir la stabilité politique et sociale.

L'insécurité alimentaire a augmenté dans la plupart des pays de l'ALC entre 2012 et 2023, mais c'est en Haïti que cette augmentation a été la plus importante



Source: LAPOP Lab, Baromètre des Amériques 2012-2023

Haïti a connu la plus forte augmentation de l'insécurité alimentaire entre 2012 et 2023. Les solutions à la crise de sécurité alimentaire en Haïti doivent d'abord se concentrer sur l'établissement de la sécurité et de la stabilité politique.

Remarques

- 1 Stanley Zhao était un assistant de recherche de premier cycle au LAPOP Lab en 2023. Il est actuellement étudiant en quatrième année à l'Université Vanderbilt, où il étudie les politiques publiques et l'économie.
- 2 World Food Programme 2023.
- 3 Ces pourcentages incluent uniquement les pays indiqués dans la figure.
- 4 Cependant, lorsque je recode la variable de la scolarité en une variable binaire, où « 1 » est la catégorie de répondants qui ont déclaré avoir fait des études secondaires ou moins, et « 2 » le groupe de répondants ayant au moins un certain niveau de scolarité collégiale, je constate que le niveau de scolarité a un lien statistiquement significatif avec l'insécurité alimentaire.
- 5 Buschschlüter 2023.

Références

Adames Alcántara, Martín. 2023. "Dominican Republic's president stands resolute on his closing of all borders with Haiti." AP. September 17, 2023. <https://apnews.com/article/dominican-republic-haiti-border-closures-abinader-888b4812d5684c6b700313ada1af9bf6>.

BINUH, ONCHR. 2023. "Human Rights Quarterly Report—Q1" United Nations. May 10, 2023. <https://haiti.un.org/en/230813-haiti-human-rights-situation-quarterly-report-q1-2023>.

Brookshire Childers, Trenita. 2021. *In Someone Else's Country: Anti-Haitian Racism and Citizenship in the Dominican Republic*. Rowman & Littlefield Publishers.

Buschschlüter, Vanessa. 2023. "Haiti: Where aid delivery depends on talking to 300 gangs." BBC News. October 11, 2023. <https://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-67064819>.

Charles, Jacqueline. 2022. "Gang continues deadly attack on Haitian slum, sparking violent protests over fuel shortages." *Miami Herald*. July 13, 2022. <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article263446333.html>.

Clesca, Monique. 2021. "Haiti's Critical Weeks Ahead." *American Quarterly*. May 20, 2021. <https://americasquarterly.org/article/haitis-critical-weeks-ahead/>.

Douyon, Emmanuela. 2023. "Haitians Flee a Nation Nearing Collapse." Migration Policy Institute. July 5, 2023. <https://www.migrationpolicy.org/article/haitians-flee-collapse>.

Faiola, Anthony. 2021. "Haiti's acting prime minister Claude Joseph says he will step down amid leadership dispute." *The Washington Post*. July 19, 2021. <https://www.washingtonpost.com/world/2021/07/19/haiti-claude-joseph-ariel-henry/>.

Foley, James. 2022. "I've Seen Military Intervention in Haiti Up Close. We Can't Repeat the Same Mistakes." *Politico*. <https://www.politico.com/news/magazine/2022/12/01/haiti-us-military-intervention-00071459>.

Freedom House. 2023. Freedom in the World 2023: Haiti. <https://freedomhouse.org/country/haiti/freedom-world/2023>.

Gavigan, Patrick. 1997. "Migration Emergencies and Human Rights in Haiti." Conference on Regional Responses to Forced Migration in Central America and the Caribbean. September 30th, 1997. <https://www.oas.org/juridico/english/gavigane.html>.

Jean, Gedeon. 2023. "Haitians Want International Help, But Done the Right Way." *Americas Quarterly*. November 29, 2023. <https://www.americasquarterly.org/article/haitians-want-international-help-but-done-the-right-way/>.

Joseph, Murdith, Juhakenson Blaise, and One Chéry. 2022. "To some Haitians, another foreign military force would be 'greatest humiliation'" *The Haitian Times*. October 12, 2022. <https://haitiantimes.com/2022/10/12/to-some-haitians-another-foreign-military-force-would-be-greatest-humiliation/>.

Jude Charles, Clément. 2021. "Text and context of Haiti's 2021 draft constitution." ConstitutionNet. ConstitutionNet. <https://constitutionnet.org/news/text-and-context-haitis-2021-draft-constitution>.

Mérancourt, Widlore and Amanda Coletta. 2023. "Haiti wants foreign help against the gangs. The details worry all sides." *The Washington Post*. September 20, 2023. <https://www.washingtonpost.com/world/2023/09/20/haiti-kenya-security-council-intervention/>.

OCHA. 2023. Haiti: IPC Acute Food Insecurity Snapshot | March - June 2023. <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-ipc-acute-food-insecurity-snapshot-march-june-2023>.

Reuters. 2023. "Thousands of protesters march in Haiti against gang violence." August 7, 2023." <https://www.reuters.com/world/americas/thousands-protesters-march-haiti-against-gang-violence-2023-08-08/>.

Sanon, Evens and Dánica Coto. 2022. "Haiti reaches a breaking point as the economy tanks and violence soars" AP-PBS. October 4, 2022. <https://www.pbs.org/newshour/world/haiti-reaches-a-breaking-point-as-the-economy-tanks-and-violence-soars>.

Sullivan, Becky. 2023. "As its only remaining elected officials depart, Haiti reaches a breaking point." NPR. January 18, 2023. <https://www.npr.org/2023/01/18/1149556481/haiti-last-elected-official-political-crisis>.

The World Bank. 2023. The World Bank in Haiti. <https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview>.

Transparency International. 2023. 2022 Corruption Perceptions Index Reveals Cycle of Corruption, Organized Crime and Instability in the Americas. <https://www.transparency.org/en/press/2022-corruption-perceptions-index-cycle-corruption-organised-crime-instability-americas>.

U.S. Dept. of Justice. 2023. "Four Florida Men Arrested in Plot to Kill Haitian President, Grand Jury Returns Indictment Against 11." Press Release. February 14, 2023. <https://www.justice.gov/opa/pr/four-florida-men-arrested-plot-kill-haitian-president-grand-jury-returns-indictment-against>.

UN News. 2022. "Waves of Haitians risk treacherous sea journey to find better life." United Nations. January 1, 2022. <https://news.un.org/en/story/2022/01/1108882>.

UN News. 2023. "Security Council authorizes 'historic' support mission in Haiti." United Nations. October 2, 2023. <https://news.un.org/en/story/2023/10/1141802>.

V-Dem. 2023. Democracy Report 2023: Defiance in the Face of Autocratization. <https://www.v-dem.net/publications/democracy-reports/>.

Vega Ocasio, Denisse et al. 2023. "Cholera Outbreak – Haiti, September 2022–January 2023." CDC Morbidity and Mortality Weekly Report. January 13, 2023. <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/72/wr/mm7202a1.htm>.

World Food Programme. 2023. "Severe hunger persists in Haiti as violence intensifies in the capital." September 19, 2023. <https://www.wfp.org/news/severe-hunger-persists-haiti-violence-intensifies-capital>.

Yates, Caitlyn. 2021. "Haitian Migration through the Americas: A Decade in the Making." Migration Policy Institute. September 30, 2021. <https://www.migrationpolicy.org/article/haitian-migration-through-americas>.

INFORMATIONS TECHNIQUES POUR LE BAROMÈTRE DES AMÉRIQUES 2023 EN HAÏTI

Cette enquête a été réalisée entre le 4 mai et le 5 juin 2023, dans le cadre de l'enquête du Baromètre des Amériques de LAPOP. Il fait suite aux enquêtes précédentes en Haïti 2006, 2008, 2010, 2012, 2014, 2017 et 2021 de la même institution. Le travail de terrain de 2023 a été réalisé par DAGMAR pour le compte de LAPOP. L'USAID et l'Université Vanderbilt ont été les principales sources de financement de l'étude.

Les prétests cognitifs du questionnaire ont eu lieu les 9 et 11 mars 2023 et la formation des intervieweurs a eu lieu les 27 et 29 mars, avec un cours de remise à niveau le 25 avril 2023. Des sondages pilotes ont été réalisés les 29 et 30 mars et le 26 avril 2023. Une copie intégrale du questionnaire 2023 du Baromètre des Amériques en Haïti est disponible sur le site Web de LAPOP à l'adresse www.LapopSurveys.org.

L'enquête recueille des informations auprès d'un échantillon national représentatif d'adultes en âge de voter, âgés de 18 ans ou plus, citoyens ou résidents permanents d'Haïti et ayant accès à un téléphone mobile fonctionnel. L'étude exclut les personnes n'ayant pas accès à un téléphone portable ou n'ayant qu'un téléphone fixe. La participation à l'enquête du Baromètre des Amériques est volontaire.¹

Les répondants admissibles qui acceptent d'y participer à l'enquête le font après avoir donné leur consentement aux intervieweurs.²

La base d'échantillonnage correspond à tous les numéros de téléphone mobile disponibles dans le pays, tirés du Système national de numérotation téléphonique. Un échantillon de 150 000 numéros de téléphone mobile a été généré par l'entreprise. Un tiers a pré-validé les numéros de téléphone afin d'identifier les numéros actifs.³ L'entreprise de sondage a utilisé un système de numérotation manuelle pour appeler les numéros de téléphone mobile pré-validés. Le laboratoire LAPOP a approuvé une base de données finales de 1 611 entretiens complets. Tous les appels ont été effectués en créole haïtien et les données ont été recueillies à l'aide du logiciel SurveyToGo© (STG).

Avec un niveau de confiance de 95% pour l'échantillon national non pondéré, la marge d'erreur estimée est de 2,44%, en supposant une distribution de réponse 50/50 sur des variables dichotomiques. L'échantillon final obtenu dans le cadre de l'enquête est pondéré.

Pour plus de détails sur la méthodologie utilisée en Haïti, voir le rapport technique complet sur <http://www.vanderbilt.edu/lapop/haiti.php>

- ¹ Aucun incitatif (en espèces ou en nature) n'est offert aux répondants pour leur participation à l'enquête.
- ² Pour un processus de consentement éclairé, les intervieweurs doivent lire une lettre contenant des détails sur l'étude et la participation avant de commencer l'entretien.
- ³ L'entreprise en charge de réaliser l'enquête sur le terrain a envoyé des SMS à tous les téléphones mobiles pour identifier les numéros actifs et inactifs.

DONNÉES DU BAROMÈTRE DES AMÉRIQUES ET RAPPORTS EN UN COUP D'ŒIL

DONNÉES

L'ensemble des données du Baromètre des Amériques présentent un socle commun de questions qui ont été posées de 2004 à aujourd'hui. De plus, LAPOP dispose d'ensembles de données qui remontent aux années 1970. Les fichiers de données sont gratuits et peuvent être téléchargés publiquement.

Les utilisateurs peuvent également accéder aux données du Baromètre des Amériques via notre *Data Playground*. Cet outil d'analyse de données est gratuit et interactif. Il est particulièrement utile pour les personnes qui ne sont pas familières avec les logiciels statistiques avancés. Les utilisateurs de *Data Playground* peuvent analyser les données du Baromètre des Amériques à l'aide de tableaux d'une seule variable, de comparaisons entre pays sur une carte et de tableaux croisés de deux variables.



RAPPORTS

LAPOP produit de nombreux rapports sur le Baromètre des Amériques et d'autres projets. Notre objectif est de fournir des analyses et des preuves aux chercheurs et praticiens sur l'opinion publique et la gouvernance démocratique.

Les rapports *Insights* sont de courts résumés rédigés par des étudiants, des affiliés au réseau, nos chercheurs et notre corps professoral. Cette série est utilisée par des journalistes, des décideurs politiques et des universitaires.

Les *Standard Insights* mobilisent la recherche en sciences sociales et les données du Baromètre des Amériques pour développer et évaluer des théories concernant les liens entre l'opinion publique et la démocratie.

Les *Topical Insights* utilisent les données du projet pour fournir des preuves et contextualisé un événement actuel.

Les *Methodological Insights* offrent un aperçu de nos approches de pointe, présentent nos innovations et engagent les chercheurs travaillant à l'avant-garde de la recherche par enquête.

Les *Global Insights* introduisent des résultats issus de recherches affiliées à LAPOP en dehors des Amériques.

Les *Spotlights* présentent des instantanés rapides des questions du Baromètre des Amériques à travers les pays, les périodes et les sous-groupes.

Abonnez-vous pour recevoir les rapports de la Insights gratuitement ici.

Les rapports par pays sont des livres, contiennent des analyses plus approfondies et sont organisés par thèmes pour aborder des résultats pertinents pour la gouvernance démocratique, son renforcement et la stabilité. Ils mettent l'accent sur des sujets que les parties prenantes, en particulier les missions de l'USAID, jugent importants dans le contexte local.



MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE POUR LE BAROMÈTRE DES AMÉRIQUES 2023

Le Baromètre des Amériques est une enquête d'opinion publique multinationale, multirégionale et multiculturelle (3MC) sur les valeurs et les comportements démocratiques des citoyens en âge de voter et des résidents permanents de l'hémisphère occidental.

Les répondants sont sélectionnés à partir d'échantillons probabilistes nationaux en Amérique latine et dans les Caraïbes, et à l'aide de panels non probabilistes aux États-Unis et au Canada. Le projet utilise un questionnaire de base normalisé et des modules spécifiques à chaque pays pour collecter des données par le biais d'enquêtes auprès des ménages en face à face, sauf en Haïti et au Nicaragua, où le projet utilise l'interview téléphonique assistée par ordinateur (CATI en anglais), et aux États-Unis et au Canada, où le projet utilise des enquêtes auto-administrées en ligne. La taille moyenne de l'échantillon par pays, soit 1 512 répondants, permet d'estimer aux niveaux national et infranational les principales variables démographiques.

066

CONCEPTION DU QUESTIONNAIRE

Les instruments d'enquête du Baromètre des Amériques se composent d'un questionnaire de base et de modules spécifiques à chaque pays qui mesurent les attitudes, les expériences et les comportements à l'égard des systèmes politiques, économiques et sociaux. Le questionnaire de base est un ensemble d'éléments structurés qui permettent des comparaisons valides dans le temps et dans l'espace. Des modules spécifiques à chaque pays mesurent l'opinion sur des phénomènes sociopolitiques spécifiques au contexte. Comme à chaque cycle, de nouvelles questions sont conçues dans le cadre d'ateliers avec la contribution d'experts nationaux et d'éminents universitaires dans le domaine. Alors qu'un questionnaire en face à face comprend en moyenne 152 questions et dure 45 minutes, le questionnaire CATI comprend en moyenne 77 questions et dure 20 minutes. Les principaux sujets du questionnaire en 2023 sont les valeurs démocratiques, le soutien au système, l'État de droit, le genre et les intentions migratoires.

PRÉTESTS COGNITIFS

Le questionnaire de base et les modules spécifiques à chaque pays sont minutieusement pré-testés dans le cadre d'un processus d'entretien cognitif itératif en trois étapes. Tout d'abord, les enquêteurs cognitifs du LAPOP effectuent une poignée de tests approfondis de nouveaux modules afin d'élaborer les premières ébauches des éléments du questionnaire. Deuxièmement, le LAPOP forme de manière intensive des assistants de recherche et des consultants pour mener des entretiens cognitifs sur le questionnaire de base complet dans des pays sélectionnés de différentes régions des Amériques afin de garantir la variation du contexte. Troisièmement, un processus similaire est mis en œuvre dans tous les pays pour chaque questionnaire personnalisé par pays. Pour le Baromètre des Amériques 2023, les instituts d'enquête locaux ont recruté des participants au pré-test et, dans certains cas, une petite incitation a été offerte pour leur participation. La plupart des entretiens cognitifs ont été réalisés à distance à l'aide d'appels vidéo ou téléphoniques.

067

ÉCHANTILLONNAGE

Le LAPOP utilise une stratégie d'échantillonnage stratifiée, à plusieurs degrés et en grappes pour tirer des échantillons probabilistes nationaux dans les pays où l'enquête est menée en face à face. Les enquêteurs s formés au LAPOP interrogent tous les répondants éligibles disponibles au moment de l'enquête. Un seul répondant est sélectionné dans chaque ménage et il n'est pas nécessaire de procéder à une nouvelle visite. Dans les études en face à face, le LAPOP utilise la « correspondance de fréquence », une technique qui permet de s'assurer que les échantillons obtenus reflètent les distributions nationales de l'âge et du sexe dans la base de sondage. La correspondance de fréquence est implémentée au niveau du cluster. Dans les pays où l'enquête est menée par l'intermédiaire d'interview téléphonique assistée par ordinateur, LAPOP utilise la numérotation aléatoire (RDD en Anglais) des téléphones mobiles. Dans le cas d'appels sans réponse, chaque numéro sélectionné dans l'échantillon est appelé au moins cinq fois avant d'être ignoré.

La stratégie de conception d'échantillon du Baromètre des Amériques 2023 dans les études en face à face produit des observations auto-pondérées, à quelques exceptions près. En Équateur, à Trinité-et-Tobago, aux Bahamas et au Brésil on utilise des poids d'étalonnage pour compenser les écarts de taille d'échantillon dans les données obtenues. Le LAPOP calcule ces poids à l'aide de la répartition de la population par strate pour la population urbaine et rurale, le sexe et l'âge. Les pondérations pour Haïti et le Nicaragua (CATI) sont calculés en estimant les probabilités de base ajustées en fonction de l'éligibilité et de la non-réponse, puis calibrées en fonction des échantillons de pays du Baromètre des Amériques 2018/19 sur le sexe, l'éducation, l'âge et la région. Les poids entre les périodes et les pays sont normalisés de sorte que chaque pays/année a la même taille d'échantillon effectif.

POIDS

FORMATION DES INTERVIEWEURS, DES SUPERVISEURS ET DES AUDITEURS

Dans le Baromètre des Amériques 2023 est conçu comme une opportunité pour le personnel de terrain d'élargir sa base de connaissances et de normaliser les pratiques de collecte et de surveillance des données. Les ateliers de formation comprennent un volet en personne, où le personnel de terrain formé par LAPOP instruit les enquêteurs et les auditeurs de contrôle de la qualité sur la logistique, les protocoles de sécurité et le suivi du travail sur le terrain ; un volet virtuel, où les représentants du LAPOP examinent le questionnaire complet et les échantillons de pays avec chaque équipe ; un ensemble de vidéos de formation préenregistrées qui passent en revue les meilleures pratiques en matière de recherche par sondage, les principes éthiques et les opérations avec la plateforme de collecte de données ; et un projet pilote complet de l'enquête, où le personnel de terrain met en pratique ce qu'il a appris avant de lancer l'enquête proprement dite. Les sessions de formation durent généralement deux jours complets et toutes les formations se terminent par une évaluation de l'apprentissage que les intervieweurs doivent réussir (>80 % de bonnes réponses) afin d'être certifiés pour travailler sur le projet.

CONTRÔLE QUALITÉ

Le Baromètre des Amériques 2023 utilise l'algorithme de travail sur le terrain de LAPOP pour le contrôle des opérations et des normes d'enquête LAPOP (FALCON). FALCON recueille plusieurs types de données, y compris des enregistrements vocaux et des images de l'enquêteur, le moment des questions et des questionnaires, et des indicateurs de performance de l'enquêteur. Ces indicateurs de données font l'objet d'un suivi quotidien lors de la collecte des données afin que les corrections ou annulations résultant d'un non-respect des normes de contrôle de la qualité soient effectuées pendant les travaux sur le terrain. Les ensembles de données finaux comprennent uniquement des entretiens de haute qualité. Chaque rapport technique d'une enquête du Baromètre des Amériques résume les résultats de ce processus.

Remerciements

Le Baromètre des Amériques est le fruit de collaborations entre des centaines de personnes impliquées dans sa conception et sa mise en œuvre. Nous remercions tous les membres du public qui ont généreusement partagé leurs croyances et leurs expériences avec nos équipes. Nous sommes également reconnaissants envers nos partenaires d'instituts de sondages et nos équipes de travail sur le terrain dans toute la région.

Le Baromètre des Amériques est rendu possible grâce au soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et de l'Université Vanderbilt. Au cours du cycle de 2023, nous avons bénéficié des conseils avisés et du leadership de Chantal Agarwal, Luis Azurduy et Cara Thanassi de l'USAID. Pour leur soutien indéfectible au projet, nous sommes reconnaissants envers les dirigeants de l'Université Vanderbilt, notamment John Geer, Timothy McNamara, Padma Raghavan, Alan Wiseman et David Wright. Nous remercions également l'administration des programmes parrainés de Vanderbilt et l'unité des finances et de l'administration d'A&S pour leur soutien. Nous sommes fiers d'être partenaire du Centre d'études latino-américaines, caribéennes et latino-américaines de Vanderbilt.

La mise en œuvre de notre projet dans l'hémisphère occidental est possible grâce au soutien d'autres partenaires, notamment des chercheurs de l'Université Duke, de l'Institut Environics, de la Banque interaméricaine de développement et de l'Université de Californie à Berkeley. Nous sommes reconnaissants de leur collaboration.

L'équipe du LAPOP Lab a consacré des dizaines de milliers d'heures à la conception, à la mise en œuvre et à la diffusion du Baromètre des Amériques 2023. Pour ce cycle, ces personnes exceptionnelles sont listées par ordre alphabétique, Rubí Arana, Fernanda Boidi, Oscar Castorena, Sebastián Larrea, Boyoon Lee, Arturo Maldonado, Daniel Montalvo, Luke Plutowski, Georgina Pizzolitto, Camilo Plata, Eli Rau, Mariana Rodríguez, Valerie Schweizer-Robinson, Laura Sellers et Carole Wilson. Nous sommes également très reconnaissants envers Laura Kramer et Mary McNamee pour l'administration et la coordination du projet.

L'une des façons dont le LAPOP accomplit sa mission de transfert de connaissances et de renforcement des capacités est d'impliquer les étudiants dans tous les aspects du Baromètre des Amériques. Bien qu'ils acquièrent de l'expérience avec des méthodologies d'enquête de pointe, ils contribuent également au succès du projet. Au niveau des études supérieures, le projet a bénéficié de l'engagement de la communauté d'étudiants diplômés en science politique comparée de Vanderbilt dans diverses discussions et activités ; il s'agit de Sofia Berrospi, Lucas Borba, Shashwat Dhar, Guilherme Fasolin, Margaret Frost, Martin Gou, Facundo Salles Kobilanski, Preeti Nambiar, Emily Noh, Mariana Ramírez, Sofía Rivera et Alexander Tripp. Ce cycle a également bénéficié de la participation d'étudiants de premier cycle, notamment Daniel Ardity, Danni Chacon, Ade Forrest, Audrey Heffernan, Jazmín Los, Adin McGurk, Marco Navarro Stanic, Tomás Majeovsky, Chase Mandell, Krishna Podishetti, Allie Rounds, William Royster, Hedid Rojas Salinas, Samuel Schulman, Carson Viggiano, Evan Wilkerson et Stanley Zhao.

Nous devons également remercier les nombreux experts qui ont contribué au projet, y compris les membres de notre conseil consultatif ainsi que Leticia Alcaráz, George Avelino, Dinorah Azpuru, Regina Bateson, Julio Carrión, Mollie Cohen, Danilo Contreras, Ricardo Córdova, José Miguel Cruz, Cristóbal Dupouy, Miguel García, Carlos Gervasoni, André Vincent Henry, Jon Hiskey, Elizabeth Kennedy, Zhivargo Laing, Balford Lewis, Jack Menke, Daniel Moreno, Jana Morgan, Luis Ortiz, Pablo Parás, Andrew Parkin, Juan Pablo Pira, Roody Reserve, Juan Carlos Rodríguez-Raga, Vidal Romero, Vivian Schwarz-Blum, Rachel Schwartz, Spencer Thomas et Patricia Zárate.

Il n'aurait pas été possible de produire le Baromètre des Amériques 2023 sans les efforts de toutes ces institutions et de toutes ces personnes, et nous leur en sommes profondément reconnaissants. Nous remercions également tous ceux qui s'engagent avec les données et les rapports du projet pour leur contribution à l'objectif principal du LAPOP : fournir un outil critique et fiable pour évaluer les expériences du public en matière de gouvernance démocratique dans l'hémisphère.

Noam Lupu et Liz Zechmeister

Nashville, Tennessee
Novembre 2023

Le Baromètre des Amériques est réalisé par LAPOP Lab, un centre d'excellence en recherche par sondage international basé à l'Université Vanderbilt de Nashville, dans le Tennessee. LAPOP a des liens étroits avec la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, établis au cours de plus de cinq décennies de recherche sur l'opinion publique. Le Baromètre des Amériques est possible grâce aux activités et au soutien d'un réseau qui s'étend sur toute la région des Amériques. Pour mener à bien chaque cycle, LAPOP s'associe à des particuliers, des sociétés de sondage, des universités, des organisations de développement et d'autres personnes dans jusqu'à 34 pays de l'hémisphère occidental.

Les efforts du projet sont guidés par la mission de LAPOP : produire des études objectives, non partisans et scientifiquement rigoureuses sur l'opinion publique ; innover pour améliorer la recherche par enquête ; diffuser les résultats du projet ; et renforcer les capacités.

Le projet Baromètre des Amériques bénéficie du généreux soutien de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) et de l'Université Vanderbilt. D'autres institutions ayant récemment contribué à plusieurs cycles du projet incluent l'Environics Institute, la Florida International University et la Banque Interaméricaine de Développement. Au fil des ans, le projet a également bénéficié de subventions de la National Science Foundation (NSF) des États-Unis, du Conseil National pour le Développement Scientifique et Technologique au Brésil (CNPq), de la Fondation Ford, des Open Society Foundations et de nombreuses institutions universitaires à travers les Amériques.

L'édition 2023 du Baromètre des Amériques a été réalisée via des entretiens en face à face dans 22 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, des enquêtes téléphoniques en Haïti et au Nicaragua, et des enquêtes en ligne au Canada et aux États-Unis. Tous les échantillons sont conçus pour être représentatifs

au niveau national des adultes en âge de voter. Au total, plus de 41 524 personnes ont été interrogées lors de ce dernier cycle de l'enquête. L'ensemble des données du Baromètre des Amériques de 2004 à 2023 contient les réponses de plus de 385 000 personnes à travers la région.

Des modules de base communs, des techniques standardisées et des procédures rigoureuses de contrôle de la qualité permettent des comparaisons valides entre individus, certaines zones infranationales, pays, régions et périodes. Les données et rapports du Baromètre des Amériques sont disponibles en téléchargement gratuit sur le site web du projet : www.vanderbilt.edu/lapop. Les individus peuvent également utiliser ce site pour analyser les données via un outil interactif, le Data Playground. Les ensembles de données du projet sont également accessibles via des « banques de données » et des institutions abonnées à travers les Amériques.

Grâce à ces pratiques d'accès ouvert et à un vaste réseau de collaborateurs, LAPOP contribue à l'excellence dans la recherche sur l'opinion publique et aux discussions en cours sur la manière dont les programmes et politiques liés à la gouvernance démocratique peuvent améliorer la qualité de vie des individus dans les Amériques et au-delà.

Le Baromètre des Amériques de LAPOP
prend le Pouls de la démocratie en Haïti

20
23